

# UN PEUPLE CONTRE UNE BASE MILITAIRE

VENDREDI 2 AVRIL

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

1 F 50

N° 151

Belgique - 15 F

Commission paritaire n° 56 942

### POTS DE VIN : A LA VÔTRE !

Chaque jour, on découvre maintenant aux Etats-Unis une nouvelle société qui a «acheté» ses acheteurs étrangers. Hier, c'était encore le fabricant d'ordinateurs Control Data. Aussi, le président Ford a constitué une commission sur les pots-de-vin. Elle comprend Kissinger et d'autres ministres importants. Son but «n'est pas de punir les sociétés américaines», mais de leur indiquer des règles de comportement à l'étranger. La nouvelle ne dit pas combien toucheront les membres de la commission, ni si le directeur de Lockheed en fait partie.

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Un viticulteur arrêté hier dans l'Aude

## 10 000 MANIFESTANTS A CARCASSONNE EXIGENT SA LIBÉRATION

### INTERVIEW D'UN RESPONSABLE VITICOLE DE L'HÉRAULT

Quotidien du Peuple : Comment analyses-tu l'arrestation ce matin d'Albert Tesseyre ?

R. : Ça correspond à plusieurs choses :

1) C'est une nouvelle provocation de la part du pouvoir. Hier le Comité d'Action a retrouvé son unité, d'autre part la réunion paritaire avec les autres syndicats : CGT, CFDT, etc... a réaffirmé l'unité des travailleurs dans des conditions supérieures à celles du 5 février. Ce qui veut dire que le pouvoir n'a pas tiré les résultats qu'il escomptait à Montredon, que les travailleurs ne nous en veulent pas, et que l'Unité des travailleurs se renforce, ce n'est pas pour lui faire plaisir. Alors il tente la deuxième opération. Evidemment cette fois-ci nous avons senti le piège, nous avons réagi correctement.

2) Ils font dette de la mobilisation et de sa rapidité. Ils peuvent faire machine arrière, il y a eu une manifestation de 10 000 viticulteurs qui s'est très bien passée, dans le calme. On est en train de prévoir autre chose sur les autres départements, le Gard et l'Hérault et dans les mêmes conditions. J'insiste beaucoup sur le côté pacifique de la riposte que nous avons faite au pouvoir. Demain il est prévu des actions dans chaque canton de l'Hérault et du Gard, à partir de 18 H. pour les viticulteurs uniquement. Ensuite samedi, nous répondrons avec les organisations de travailleurs, à Béziers à 16 heures.

SUITE P. 9



Le libéralisme giscardien a encore frappé. Hier matin à 6 heures Albert Tesseyre, viticulteur à Lauraguel dans l'Aude a été arrêté et emmené par la police : il est accusé d'avoir participé à la fusillade de Montredon. En même temps l'occupation policière du pays viticole s'installe à nouveau, défiant les viticulteurs qui préparent la riposte.

Aboutissement d'un mois de louvoisements, de répression tantôt ouverte, tantôt sournoise, l'arrestation d'un viticulteur, 4 semaines après la fusillade à Montredon est une nouvelle provocation. Pendant un mois le gouvernement a tergiversé, multipliant les déclarations d'apaisement, renouveau les promesses creuses aux viticulteurs, tout en hésitant à procéder à des arrestations rapidement de peur de la riposte.

Après les désaveux que certains dirigeants viticoles avaient apporté à la

reprise des opérations de vidange des camions transportant du vin d'exportation, et des chaix de négociants trafiquants, le pouvoir s'est cru autorisé à frapper. Le même jour où la libre circulation des vins italiens étaient autorisés par le gouvernement, il arrêtait Albert Tesseyre.

Mais dans la journée d'hier, dès les premières heures la riposte s'est organisée. 10 000 viticulteurs ont manifesté hier soir à Carcassonne, et de nouvelles manifestations sont prévues aujourd'hui et demain. Samedi à Béziers, une manifestation avec les syndicats ouvriers est convoquée. Les viticulteurs sont décidés à ne pas se laisser intimider et à se battre pour la libération de leur camarade emprisonné.

La riposte à cette arrestation n'est pas la seule affaire des viticulteurs, ce n'est pas non plus la seule

affaire des travailleurs du midi. L'action de la police contre le mouvement des viticulteurs, et tout ce qui a conduit à la fusillade de Montredon, ne sont pas des faits isolés, mais bien une politique d'ensemble qu'affrontent les travailleurs de notre pays à la campagne et dans les usines. CRS contre usine occupée, arrestations de syndicalistes, manifestations réprimées, cela devient la réponse systématique du pouvoir aux revendications des travailleurs. Giscard et Chirac indiquent clairement d'ailleurs dans leurs derniers discours que cette politique répressive va se durcir et se répéter.

La riposte à l'arrestation d'Albert Tesseyre, s'intègre au combat contre la politique répressive de Giscard pour le maintien des libertés démocratiques. Elle doit être menée avec une grande ampleur partout dans notre pays.

## LIBAN VERS L'APAISEMENT?

Hier dans l'après-midi, deux informations provenant de Beyrouth laisseraient penser que le calme pourrait se rétablir, pour un temps, au Liban. D'une part, Kamal Joumblatt, leader du «front des forces progressistes» annonçait que ses forces observeraient à partir de demain un cessez-le-feu de dix jours, afin de permettre le déroulement du processus constitutionnel de la démission du président de la République Frangié. De son côté, le chef des phalanges pro-américaines, Pierre Gemayel, donnait un ordre immédiat de cessez-le-feu à ses troupes, sans préciser sa durée d'application. Ces deux déclarations faisaient suite, d'une part, à des nouvelles faisant état d'une acceptation par Frangié de la demande de démission à laquelle il refusait de se plier ; et d'autre part, à un avertissement lancé dans la matinée par la Syrie : dans cette déclaration, le gouvernement syrien se présentait en défenseur de l'unité du Liban et de l'action de la Résistance Palestinienne. On affirmait que cette prise de position s'accompagnait d'une menace implicite d'intervention armée.

On attendait cependant la réunion des forces progressistes qui devait trancher définitivement sur le projet de cessez-le-feu.

A l'heure où les bruits de cessez-le-feu se précisent de plus en plus au Liban, la question d'un bilan des derniers combats commence à se poser. Bilan humain et matériel, d'abord ; et celui-ci est très lourd, dans une guerre urbaine où les forces réactionnaires n'ont pas hésité à bombarder systématiquement les quartiers d'habitation à l'artillerie lourde. Mais bilan politique également.

Il aurait donc fallu des jours de combat, des milliers de morts, des destructions con-

sidérables pour parvenir à ce simple résultat : que le président de la République en exercice accepte de démissionner. En réalité, c'est un tout autre phénomène qui s'est produit : dans une bataille d'ampleur, les forces patriotiques ont montré leur supériorité militaire sur ceux qui se refusent depuis toujours à lier le Liban au monde arabe, et ont recouru pour cela, voici un an, au déclenchement d'une guerre civile.

suite p. 7

### SOMMAIRE

- Réunion du Comité Central du PCF -p. 3-
- Sommet européen à Bruxelles -p. 6-
- Poclair : la lutte s'intensifie -p. 4-

# ENQUÊTE

# LA MEDECINE A LA CHAÎNE

## (5) A L'ÉCOLE DE LA BOURGEOISIE

**Dans les premières pages, nous avons vu apparaître, au travers des témoignages des travailleurs, la réalité de la médecine de classe. Nous avons vu s'étaler la morgue et le mépris de ses médecins. A quel moule la bourgeoisie forme-t-elle donc ses médecins et les infirmières qui ont pour fonction de les servir ?**

### LA FORMATION D'INFIRMIÈRE

La profession d'infirmière est lourdement marquée par son histoire. Elle remonte à la plus haute antiquité en passant par St Vincent de Paul. Cependant, il faut attendre le 19<sup>e</sup> siècle pour que commence à s'organiser un enseignement pour infirmières. Les créations d'écoles sont liées à toute une série de bonnes œuvres et de grandes dames charitables. En 1932, est créé le diplôme d'Etat d'infirmières. Le régime de Vichy institue le diplôme de monitrice d'écoles. Vingt huit mois de bouche-trous et de mademoiselle bleue !

être signalée mais seulement à l'autorité responsable. «L'infirmière a trois responsabilités essentielles : conserver la vie, soulager la souffrance et promouvoir la santé. Elle doit bien s'assimiler les principes fondamentaux de la Croix Rouge internationale adoptés à Prague en 61 : «Humanité, Impartialité, Neutralité, Bénévola, etc...».

Ce code et tout l'esprit qui se dégage des études ont pour but d'inculquer aux élève

«Qu'est-ce que l'humanisation des hôpitaux ?» - «C'est un mensonge, en réalité, c'est une médecine de classe !» et l'avoir ensuite démontré !

#### DES LUTTES NOMBREUSES

Mais cette chape de plomb réactionnaire, les élèves infirmières ont réussi à la soulever, à la combattre. Depuis 68, de nombreuses luttes, ont eu lieu dans les écoles,

La vie de l'élève infirmière est partagée entre des cours et des stages. Stages, c'est beaucoup dire, car il s'agit plus de fournir une main d'œuvre supplémentaire peu payée que de leur apprendre quelque chose. Dans les écoles d'infirmières, la répression est la règle d'or. A mi-chemin du couvent et du pensionnat, elles tournent à la caserne pour les internes. L'élève infirmière, c'est la petite bleue, la pas grand chose. Si elle tombe malade, elle doit rattraper ses stages !



#### «ENCOURAGER LA CONFIANCE ENVERS LE MÉDECIN»

Le code de déontologie de l'infirmière est un véritable chef d'œuvre de moralisme réactionnaire. «L'infirmière doit faire preuve d'une moralité qui fasse honneur à sa profession» ou «l'infirmière doit éveiller et encourager la confiance envers le médecin... «L'incompétence doit

la soumission totale à la bourgeoisie à travers sa médecine ; à noyer la notion de classe derrière celle d'individu. Dans les écoles, il est fréquent de sanctionner celles qui se révoltent au nom de la moralité ! On a même vu en 70 une élève poussée au suicide, parce qu'elle fut recalée pendant plusieurs années au diplôme pour avoir répondu à l'oral à la question

coordonnant les écoles. 68, 70 et 71 la longue grève des 13 écoles de Paris, et depuis à peu près toutes les années. Des avantages immédiats ont été obtenus, mais, plus important encore, ces luttes ont posé fréquemment la question du rapport au malade, de la hiérarchie, du type de médecine, la question de la révolution.

P.P.

### A l'hôpital psychiatrique de Villejuif

Dans notre formation, l'image de l'infirmier psychiatrique-modèle, c'est le spécialiste en soins techniques. On pourrait nous faire croire que le malade n'est venu que pour se faire panser, piquer, ponctionner... On oublie qu'il souffre moralement, que c'est un homme angoissé, qui demande à être écouté, à communiquer, qui voudrait savoir pourquoi il est interné.

Dans nos cours, la description des soins commence toujours par un paragraphe très formel : «Préparation psychologique du malade». Ceci consiste en quelques phrases : prévenir le malade, lui faire accepter le soin prescrit ; il ne s'agit surtout pas de lui expliquer ce soin, surtout pas de lui dévoiler sa nocivité éventuelle.

«Aucune indication ne doit être

fournie au malade lui-même ; le fait de donner à un malade le diagnostic de sa maladie est regardé comme une faute grave. Il s'agit là d'une charité élémentaire car ce serait l'amener au suicide». (Manuel de psychiatrie)

La répression à l'hôpital psychiatrique est directe et bien organisée. L'un de nous, cette année est passé en conseil de discipline pour avoir dit au directeur de formation qu'il usait de «méthodes fascistes». Après décision du conseil de discipline d'une mise à pied de 15 jours, le directeur de l'hôpital a pour finir décidé de son propre chef l'exclusion définitive. Quant à nos droits strictement syndicaux, s'ils existent dans les écrits, ils nous sont en réalité interdits. La distribution d'un tract syndical à l'intercours nous amène vite au bureau du directeur.

Corr. Hop. Villejuif



### LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE ou comment devenir «patron»

Issus pour près de 90% d'entre eux de la bourgeoisie, et pour un bon nombre fils de médecins, les étudiants en médecine sont dès le départ coupés du peuple. Ils ne connaissent rien de ses conditions de vie et de travail, de ses préoccupations. N'ayant pour la plupart jamais rien produit de leurs mains, ni même gagné leur vie, ils charrient des conceptions intellectualistes.

Et ce ne sont pas les longues études, coupées de la vie, qui arrangeront les choses ! C'est dans le chemin de 7 à 12 ans de bachotage qu'ils s'engagent.

Des années pendant lesquelles l'assimilation des éléments scientifiques utiles (anatomie, structure microscopique des organes, etc...) se réduit à des exercices de virtuosité de mémoire, sans qu'il y ait compréhension du mécanisme des choses, de leurs lois internes : il s'agit de simples descriptions à apprendre par cœur.

Les maladies sont présentées comme des schémas rigides stéréotypés ; pire, il existe une science, la «sémiologie», qui consiste à apprendre les descriptions des symptômes sans jamais avoir eu l'occasion de les voir ou de les entendre, et indépendamment des maladies qu'ils révèlent !

La démarche expérimentale, les constatations et les expériences qui ont amené tel ou tel chercheur à la découverte, sont rarement analysées : les conclusions sont souvent présentées comme des vérités éternelles, données une fois pour toutes.

Très vite apparaît chez les étudiants en médecine un solide esprit de corps. Ils sont flattés de s'entendre tutoyés par le «patron». Cet esprit de corps s'appuie sur une ambition commune : «arriver», et sur un mépris commun : celui des non-médecins, et particulier des travailleurs. Il y a une sorte de cérémonie

rituelle qui soude cet esprit de corps : il s'agit de ces orgies appelées «tonus», et qui se terminent souvent par des actes de vandalisme.

L'esprit de corps n'empêche pas un farouche individualisme : dans la course d'obstacles des concours, pour «arriver», il faut écraser le collègue. L'esprit de corps et l'arrivisme amènent souvent l'étudiant à singer son maître, jusque dans ses moindres tics. Et comme le mandarin constitue l'expression concentrée de la médecine bourgeoise, l'étudiant apprendra ainsi de lui la fatuité, l'insolence, le mépris du malade et du travailleur, le copinage, les rivalités de chapelle avant même de connaître la médecine. Le vocabulaire compliqué sans nécessité constitue comme un répertoire de formules magiques que l'on se transmettrait de génération en génération, et qui vise à maintenir les travailleurs à l'écart de la science, à les

laisser désarmés face à leur propre maladie. Force à ceux-ci de s'en remettre, s'ils veulent en savoir davantage, aux revues médicales de vulgarisation.

Comme on le voit, une telle filière conduit à former des médecins qui sont, par leurs privilèges, par leurs relations, par leur façon même de raisonner, intimement liés à la classe qui les nourrit en son sein et qu'ils servent : la bourgeoisie.

Certes, face à la révolte croissante des masses contre cette médecine de classe, un certain nombre de médecins remettent en cause cette formation. Ils désirent se mettre au service des travailleurs et parfois même rejoignent les rangs de la révolution. Mais ils sont une minorité. Pour former des générations de médecins au service du peuple, il faut en finir avec une telle formation. Il faut en finir avec cette société.

#### DES PETITS CADRES FORMÉS A LA TRIQUE

Durant toutes les études, il n'est pratiquement pas question de discuter sur des problèmes autres que la description des maladies, le traitement, les soins, malgré le programme qui prévoit d'étudier l'aspect psychologique de nombreuses affections, les incidences familiales et sociales.

On nous apprend à être de bonnes techniciennes en nous faisant valoir notre rôle : «C'est vous les infirmières qui êtes responsables, donc vous commandez les aides soignantes, les femmes de service. On nous prépare à devenir de petits cadres. Dans les services hospitaliers, il est fréquent de voir les aides soignantes et les femmes de service coupées de l'équipe, formant un bloc et de l'autre les infirmières.

Les élèves font les lits, les toilettes, le brancardage. l'élève n'a pratiquement le droit de rien dire et doit obéir aux ordres de l'infirmière et de l'aide soignante. Elle est exclue de l'équipe.

Les stages durent 6 semaines. A la fin du stage, l'élève est notée. Toutes les notes comptent pour le diplôme d'Etat. Cela veut dire qu'une élève qui n'accepte pas d'être un larbin, se permet de faire des remarques, risque d'avoir une mauvaise note. 2 sur 20 ou des remarques du genre : «A toujours le dernier mot ; pas très docile ; ne coopère pas avec le personnel, etc...».

Corr. Hop. Reims

Demain : Lutter pour la santé

# POLITIQUE

## Journées de l'UDR

### CHIRAC HARGNEUX ET AGRESSIF CONTRE LE P«C»F, CONTRE L'UNION DE LA GAUCHE... ET AUSSI CONTRE LES TRAVAILLEURS!

Dernière des trois journées parlementaires de l'UDR, la journée d'hier a été marquée par l'intervention du chef de file du parti gaulliste, Chirac, qui inaugurerait devant son parti la place de «coordinateur» que lui a confiée Giscard la semaine dernière.

Les journées précédentes avaient rappelé et étalé largement tous les points de friction qui existent entre l'UDR et la politique suivie par Giscard depuis 2 ans.

● Debré par exemple prenait une fois encore exactement le contrepied des positions définies avant-hier soir par Giscard à la télé sur l'Europe; dénonçant la vision atlantique de la construction européenne définie par le président de la république, Debré réclamait avec insistance que ce thème qui divise la «majorité» soit abandonné.

● Edgar Faure a demandé que le gouvernement évite de faire voter des lois avec l'aide de l'«opposition» contre l'avis dominant de la majorité, comme cela a été le cas pour l'avortement et la contraception.

● Une série de députés ont dénoncé le vent de «réforme» giscardienne, voyant dans une telle politique l'origine du désaveu électoral enregistré par l'UDR lors des cantonales. Mieux que dans «le Parisien Libéré», Giscard s'est ainsi fait accuser de favoriser la contestation, la dissolution des mœurs.

● Enfin il fallait s'y attendre, des députés UDR ont vigou-

reusement pris la défense des patrons, empêchés de faire leur travail par la réforme de l'entreprise, brimés par les mesures économiques du gouvernement...

Après l'étalement si massif des désaccords nourris dans l'UDR contre les orientations giscardiennes, on aurait pu s'attendre à ce que Chirac tente de résoudre ces contradictions et d'en atténuer la portée. Il a choisi en fait d'esquiver les nombreux désaccords surgis dans la dis-

cussion et de centrer son intervention dans une attaque en règle de l'opposition PS-PC. Appelant «l'UDR au combat pour la défense de la V<sup>e</sup> république» faisant le moins possible référence à la politique giscardienne, Chirac a concentré ses coups contre la gauche, les distribuant également contre le PS et le PC. A deux ans des législatives et après la progression du PS aux cantonales, Chirac tourne résolument le dos à la politique de la main tendue au PS qu'avait essayé de mettre sur pied Giscard lors de son arrivée à l'Élysée. Appelant les différents partis de la majorité à serrer les rangs, à faire preuve de discipline, le nouveau coordinateur prépare ouvertement les prochaines élections :

municipales de 77 et législatives de 78.

Mais les travailleurs ne doivent pas s'y tromper : la hargne agressive de Chirac et le ciment réactionnaire qu'il a trouvé pour ressouder l'UDR divisée et hésitante, ne recouvrent pas seulement la volonté de concurrencer la gauche et son appétit de pouvoir. Ce qui est visé en premier lieu ce sont bien les luttes, les masses populaires qui refusent de payer le prix de la crise et que Chirac entend mettre au pas.

Répression renforcée, austerité accrue, Chirac ne mâche pas ses mots. Les travailleurs ne mâcheront pas leur réponse non plus.



Et tous les «coordonnés» ne sont pas sur la photo !...

## Armée : Une mort bien cachée

Le 18 juillet 1973, Patrick Morvant, soldat au 129<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Constance, meurt à l'infirmerie de la caserne. La famille reçoit un télégramme pour le moins bref et sec : «Mort subite, cause inconnue» avec cette indication «admis infirmerie le 17 juillet pour réaction locale vaccination anti-variolique pratiquée le 7 juillet». Or Patrick avait amené, à son incorporation, un certificat médical contre-indiquant formellement cette vaccination. Les camarades de Patrick affirment que les médecins militaires l'ont vacciné de force, refusant de tenir compte du certificat médical qui, depuis, est devenu introuvable. Les parents ont porté plainte. Depuis 3 ans la famille a tenté d'avoir des explications sur la mort de leur fils. En vain... Les autorités militaires refusent de communiquer les photocopies des analyses et les résultats de l'autopsie, et se retranchent derrière le secret militaire.

Mais la famille est décidée à obtenir des éclaircissements sur les circonstances de la mort de Patrick et à rendre publics tous ces faits.

## «Capitole» bloqué

19 H 15. Gare d'Austerlitz. C'est avec plus d'une heure de retard, hier soir, que le «Capitole», célèbre train de luxe à destination de Toulouse est parti. En effet, une centaine d'employés de la Société des Wagons-lits bloquaient la voie pour protester contre le plan de licenciement et de déclassement qui les menace. Avec les nouveaux trains «corail» que la SNCF vient de mettre en service, les voitures-restaurant seront désormais aménagées en buffet froid self-service et ce sont donc autant de serveurs, plongeurs et manutentionnaires à quai qui feront les frais des réductions de personnel.

Alors qu'une partie des employés se regroupait dans le hall de la gare, l'un d'eux nous expliquait : «Cela fait déjà plusieurs semaines qu'on multiplie les grèves et les débrayages. Cette fois, on a amené les syndicats à faire une action plus spectaculaire. Mais, on ne peut pas en rester là». Un groupe de travailleurs résolu à poursuivre l'action engagée à Austerlitz se dirigera alors vers la gare de Lyon...

## en bref...

● **CAPITALISME ET POLLUTION** : Cinq ministres de l'environnement se sont réunis, hier, pour évoquer le sort du Rhin, dont les eaux sont tellement polluées que l'on recommande officiellement de ne pas manger plus de deux fois par semaine de poisson provenant. Une mobilisation ministérielle surprenante, pour des problèmes de pollution ! Mais si ces messieurs en sont arrivés là, c'est que la pollution en est arrivée au point de remettre en cause certains profits, ceux des entreprises horticoles hollandaises, par exemple. Cela fait pourtant des années que les riverains protestent contre les dangers de cette pollution ! De cette réunion n'est pas sorti grand chose, chaque ministre étant incapable de faire respecter quelque règlement anti-pollution aux entreprises responsables. Les riverains n'ont rien à espérer de ces ministres. L'exemple des pêcheurs du Havre (qui ont obtenu récemment une victoire contre les «boues jaunes» en baie de Seine) est certainement plus efficace.

## Comité Central du P«C»F

### MARCHAIS POSE SES CONDITIONS AU PS POUR LES MUNICIPALES

La conférence de presse qu'a tenue Marchais à l'issue du Comité Central du PCF n'a apporté qu'un seul élément nouveau par rapport à ce que l'Humanité publiait hier de son intervention : la proposition du PCF à ses «partenaires de la gauche» d'établir des listes communes dès le premier tour des prochaines élections municipales. Quant aux perspectives politiques que le PCF propose, elles sont restées dans la vague de l'impasse politique dans laquelle sont enfoncés les révisionnistes français.

Quelle perspective aux luttes offre aujourd'hui le P«C»F ? Deux jours de réunion du Comité Central n'ont guère permis aux révisionnistes de surmonter leurs hésitations et d'avancer des propositions claires.

« M. Giscard d'Estaing tente d'esquiver le débat sur le choix de société et prétend le renvoyer à 78. C'est inacceptable. Ce débat est rendu nécessaire par l'évolution de la réalité sociale économique et politique. C'est donc maintenant qu'il doit se développer ». Un «débat», la diffusion d'un livre, les «idées du 22<sup>e</sup> Congrès »... C'est tout ce que le PCF a à proposer à ses militants lorsqu'il prétend tirer les conséquences de cette évidence : « le changement est à l'ordre du jour » !

Cela ne doit pas étonner :

malgré l'autosatisfaction officielle dont Marchais fait preuve à propos des cantonales, celles-ci ont sanctionné la place prépondérante du PS au sein de la «gauche». Et les dirigeants du PCF ont bien des difficultés à trouver le moyen de retourner cette situation pour utiliser la faiblesse du pouvoir giscardien. Attendre 78, cela ne ferait que confirmer la place du PS. Aussi sont-ils contraints d'espérer utiliser les luttes des travailleurs (« se placer hardiment à la tête des luttes, de toutes les luttes... ») pour tenter de faire réévaluer leur position face au PS. Mais là, ils se heurtent aux aspirations profondes des travailleurs qui dans leurs luttes rejettent fréquemment la tutelle et les propositions du P«C»F. L'expulsion des dirigeants locaux du PCF à l'usine St-Gobain en lutte, à Orléans ou à Sovirel, la reprise forcée des

cheminots en sont quelques exemples.

Ce Comité Central confirme ce que nous disions au lendemain du 22<sup>e</sup> Congrès : les travailleurs n'ont rien à attendre d'un parti qui ne s'intéresse aux luttes que comme marchepied, qui ne peut que les dévoyer. Si le PCF est obligé, aujourd'hui, de se tourner vers les luttes, il ne faut pas en attendre l'outil

de leur généralisation, de leur renforcement. C'est au contraire en combattant ses propositions, en en montrant tout le vague et l'ambiguïté, que grandira le mouvement révolutionnaire des travailleurs, non pas vers ce capitalisme rénové que Marchais appelle le «socialisme à la française», mais vers le pouvoir des ouvriers et des paysans.

## La proposition de Marchais pour les municipales

«Nous proposons que nos partis concluent un accord national pour la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour et dans toutes les communes. Ces listes seraient constituées en retenant le principe de la proportionnelle. (Elles exprimeraient notre volonté) de gérer solidairement les communes... pour une gestion sociale et démocratique...»

Cette proposition avait déjà été faite, mais pour les municipalités de plus de 30 000 habitants, où il n'y a pas possibilité de changement de liste entre les deux tours. Et jusqu'à présent, le PS, qui préfère les listes «homogènes» (alliance avec les centristes), ne s'y est pas montré très favorable. Autre fait à noter : l'utilisation de la «proportionnelle» pour établir ces listes. Là aussi, ce ne sera peut-être pas du goût du PS, dont l'influence s'est accrue, depuis les dernières élections nationales... La réponse du PS se fera peut-être lors de son congrès extraordinaire, précisément consacré aux municipales.

## «TOTALE CONTRADICTION» ?

Dans son intervention, Marchais a repris la «communication» de Kanapa, à propos des contradictions entre partis révisionnistes : «De la même façon, notre Comité Central a réaffirmé avec force qu'il était exclu de voir le Parti communiste français admettre des thèses, des jugements, des démarches d'autres partis frères en totale contradiction avec la politique et les positions de notre 22<sup>e</sup> congrès». Une «totale contradiction» qui ne va pas beaucoup faire plaisir aux «partis frères» en question, mais qui ne doit pas faire illusion. Généré par les faits les plus visibles de la dictature des nouveaux bourgeois soviétiques (camp...), le P«C»F tente de s'en démarquer... sans nullement remettre en cause la nature du régime qui sévit en URSS. Et pour cause : le capitalisme d'Etat que prépare Marchais est-il bien différent ?

# LUTTES OUVRIÈRES

## Toujours pas de sécurité dans le travail à Usinor-Dunkerque

Usinor continue d'assassiner les travailleurs. Cette semaine, à Dunkerque, le bilan est particulièrement lourd :

o Dans la nuit de dimanche à lundi, Jean-Louis Prévost, un ouvrier de 30 ans, a été retrouvé mort, coincé entre deux bobines, dont il commandait le transport par un convoyeur. Dès la découverte du corps, le secteur a été entièrement bouclé, pour parait-il, « ne pas gêner l'enquête ».

o Dans la nuit de mardi à mercredi, une fuite de gaz se produisait au haut-fourneau N° 2. Quatre ouvriers étaient asphyxiés et plusieurs autres brûlés. Tous se sont retrouvés à l'hôpital.

Ainsi, pendant que le patron d'Usinor essaie de nous bercer de belles paroles en mettant en avant les mesures de sécurité soi-disant non respectées, tous les jours des ouvriers sont blessés, mutilés, tués. Jean-Louis Prévost est le 78<sup>e</sup> mort à Usinor-Dunkerque. Il faut que cela cesse, il faut imposer la sécurité à Usinor.

Correspondant Dunkerque

## SNAV (Vénissieux)

### Les grévistes s'opposent au chantage

Les syndicats ont négocié avec la direction, sur la base : les grévistes lâchent le stock et la direction renonce aux licenciements. Tout ce que la direction a répondu, c'est qu'elle lâchait deux licenciements contre le stock et la reprise, plus un jour de mise à pied de moins à chaque gars sanctionné. La réponse des grévistes a été de continuer, d'empêcher le départ du stock, ceci à la grande déception de la CGT qui, pour faire débrayer l'ensemble de

l'usine, pose des conditions plus dures que celles de la direction : reprise du travail, libération du stock et surtout, que les militants du PCR soient mis dehors et de la CFDT et de l'usine. Le comité de grève a décidé de faire signer une pétition à l'ensemble de l'usine pour augmenter le rapport de force et demander aux sections syndicales d'organiser un débrayage pour l'annulation des sanctions.

## Eboueurs de Lyon

### REPRISE CONTESTÉE

C'est dans une ambiance houleuse que les employés de la COURLY ont repris le travail mercredi. Depuis mardi soir, on sentait que les organisations syndicales voulaient la reprise. Une ultime négociation mercredi matin a permis d'obtenir de Pradel le minimum sans lequel la décision n'aurait pas pu passer. Malgré cela, ce ne fut pas facile.

Un représentant de la CGT commençait à dire : « vos représentants syndicaux se sont engagés à ce que vous repreniez le travail cet après-midi. C'était la condition mise par Pradel pour que les heures de grève soient payées à 75 % ». C'est alors que de nombreux remous vinrent de la salle : « chantage ! », « promesses, promesses ! », « et les 2 000 F ? Les 300 F ? Les auxiliaires ? La prime de transport ? ».

Les éboueurs et les cantonniers étaient en grève depuis près de quinze jours. La plupart des services municipaux s'étaient joints à eux progressivement (sans que les organisations syndicales poussent réellement dans ce sens-là)...

Pendant une demi-heure, l'Assemblée Générale des grévistes a exigé des explications de ceux qui les avaient représentés aux négociations. Pour en finir, un responsable CGT a fait voter la reprise à main levée, prenant pour ainsi dire par surprise une salle désorientée. D'abord ceux qui sont pour, ensuite ceux qui sont contre. A première vue, difficile de dire lesquels étaient les plus nombreux. Ça ne fait rien, on ne prend pas le temps de compter. « Camarades, vous êtes minoritaires », Ce à quoi un éboueur répliquait : « si la tribune avait dit : il faut continuer ! Tout le monde aurait voté la continuation ».

pliquent-ils l'attitude de leurs organisations syndicales ?

« Ils se sont fait avoir ! Ils ont cédé devant le chantage ! » et « la journée d'action du 8 avril, qui l'a décidée ? C'est trop loin ! », c'étaient les réflexions qui revenaient le plus souvent. Mais permettent-elles vraiment d'expliquer ce qui s'est passé ? Un bilan est nécessaire.

corresp. Lyon



Après ce vote expéditif, la séance est levée. Aussitôt, des groupes se forment et la Bourse ne se videra que très lentement. Il est probable que certains ne sont pas allés travailler l'après-midi, malgré l'ultimatum de Pradel. Comment les grévistes ex-

## POCLAIN (Crépy en Valois - Oise)

### Après la séquestration du patron

### Les travailleurs durcissent l'action

« On l'a coincé dans son bureau pendant toute une journée et il n'a rien lâché. Alors, c'est simple : on met en route d'autres actions tout de suite ou on laisse tomber ». Ces mots, entendus mercredi dernier après la séquestration du patron, résumant assez bien les questions qui étaient au centre des débats hier au cours des assemblées générales tenues dans chacune des usines Poclain.

Alors qu'à Margny-les-Compiègne, au Plessis-Bellevue, à Aulencourt notamment les travailleurs

décidaient la reprise du travail, c'est à Crépy-en-Valois que le mouvement s'est poursuivi sous des formes très offensives. A cinq heures hier matin, après le meeting à l'entrée du poste du matin, les travailleurs décidaient de fermer les portes, bloquant toute entrée et sortie de camions. Cette initiative, que réclamaient nombre d'ouvriers de Crépy dès mercredi après-midi, a d'ailleurs permis de rallier au mouvement une grande partie des quelques 30 % de travailleurs jusque-là non grévistes. La même action a été repro-

duite à l'entrée du poste de l'après-midi avec le même succès.

Aux ouvriers des autres usines Poclain, un instant gagnés par le découragement, de se saisir de cet exemple : c'est seulement en construisant un rapport de force solide sur chacune de leurs usines et en menant une lutte au coude à coude à l'échelle de tout le trust (comme cela s'est déjà fait ces derniers jours) que les « Poclain » imposeront les garanties nécessaires sur l'emploi et l'augmentation des salaires !

## LES TRAVAILLEURS DES BRASSERIES EN LUTTE CONTRE LA RESTRUCTURATION

Depuis deux mois les travailleurs de la Brasserie ont entamé la lutte pour la satisfaction de leurs revendications.

Menacés dans leur emploi, par une politique de restructuration et de concentration, basée sur la rentabilisation maximum...

Depuis deux mois de nom-

breux débrayages ont démontré la détermination des travailleurs de la Brasserie et leur volonté de contraindre les directions à négocier.

- A la SEB (groupe BSN) des arrêts de travail de 48 heures ont été observés à Nantes, Brest, Denain, Champigneulle, Ivry, Moulins, Rennes, Bordeaux, etc... dans le cadre d'une semaine d'actions du 25 mars au 2 avril.

- A l'Union de Brasseries, une journée d'action nationale est prévue le 6 avril, veille de la Commission Paritaire Nationale.

L'intransigeance patronale de la Brasserie, que nous dénonçons vigoureusement, s'inscrit directement dans la ligne de conduite actuelle du patronat et fait suite aux consignes données par le CNPF et le gouvernement : freiner à tout prix l'évolution des salaires et la combativité des travailleurs.

Tel n'est pas l'avis des travailleurs de la Brasserie qui refusent de faire les frais de la crise.

Communiqué de la fédération CFDT Alimentation Le 31 mars 1976

## Châlons - sur - Marne : Contre les tutelles et la répression au quartier Schmidt

Une délégation d'une vingtaine de membres du Comité de Lutte contre le Chômage, d'habitants du quartier, de jeunes de l'UCJR, de jeunes du quartier, sont allés occuper la mairie pour exiger un logement convenable, le non-paiement des loyers en retard, le déménagement gratuit pour madame M..., qui vit seule avec ses trois enfants et ne touche que 750 F par mois et que l'on menaçait d'expulsion. Après une demi-heure d'attente, la personne « responsable », ne pouvant s'exprimer sur ces revendications, nous avons décidé d'aller voir le maire. Celui-ci était en vacances ! Son adjoint était introuvable ! C'est finalement l'huissier de la

## en bref

● HALTE À LA RÉPRESSION : Du 12 au 17 mars, les travailleurs des pétroles d'Aquitaine renaissent en lutte. Suite à cette lutte, la direction vient de réclamer 20 000 F de « dommages et intérêts » aux travailleurs. Les atteintes aux droits de grève ne se comptent plus. Mais les travailleurs sauront, aux « Pétroles d'Aquitaine » y faire face.

● SAE ET LÉON GROSSE : 4<sup>e</sup> SEMAINE DE LUTTE : C'est pour les augmentations de salaire, le respect des droits syndicaux, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi que les 450 travailleurs de SAE et Léon Grosse entament aujourd'hui leur 4<sup>e</sup> semaine de grève. C'est sur le chantier de construction de la centrale EDF qu'ils ont arrêté le travail depuis un mois. Nous aurons nos revendications !

● OFFICE DU TOURISME DU VAL D'ISÈRE : UNE VICTOIRE SUR TOUS LES POINTS : Les travailleurs de l'office du tourisme du val d'Isère, se mettaient en lutte il y a quelques jours. Ils viennent de reprendre le travail après avoir obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications. Ils ont obtenu que soit appliquée la convention collective, le paiement des jours de grève, le droit au réembauchage, une prime mensuelle de vie chère.

Le moment pour gagner avait été particulièrement bien choisi puisque la raison essentielle pour laquelle les patrons ont cédé est l'approche des vacances de Pâques. Ils ont voulu éviter une grève qui se situe à cette période où les touristes affluent dans les stations alpines.

correspondant CLCC Châlons

● CONTRE UN LICENCIEMENT : Les travailleurs du « journal du centre », quotidien de Nevers n'ont pas permis que ce journal sorte mercredi. Ils entendaient par cette grève, riposter contre le licenciement d'un de leur camarade et montrer au patron que s'il persistait dans ses menaces, ils seraient là pour y faire face. Non au licenciement !

# LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Béghin Say (Corbehem)

4<sup>e</sup> SEMAINE D'OCCUPATION

## QUI ENTRAVE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL ?

Mardi 30 mars, plusieurs dizaines de travailleurs sont regroupés dans le local syndical autour d'une revue de la presse locale. Ils examinent ce qui est paru dans les journaux de la région au sujet d'un «Comité pour la liberté du travail» créé la veille. Ils y reconnaissent leurs chefs, leurs contremaîtres : «Ah, celui-là, quand il reviendra, il va voir».

Ce comité regroupe cadres, agents de maîtrise et employés, se présente comme la «troisième force» chargée d'arbitrer le conflit entre les travailleurs qui occupent leur usine et la direction. Les travailleurs se demandent de quel arbitrage il pourrait s'agir, puisque la direction refuse toujours d'entamer les négociations.

La direction de l'usine fait donner par tous les journaux bourgeois un large écho à ce comité. Elle publie qu'il regroupe 600 membres de l'usine. «En fait, nous dit un délégué syndical, ils ne sont pas plus de 500 cadres, agents de maîtrise et employés, mais le nombre de 600 a de l'importance, puisque nous étions 600 ouvriers à voter la grève».

Tenter un coup de force pour la direction, ce n'est pas possible. Les travailleurs de Béghin ont largement fait connaître leur conflit. Tous les jours, ils font du porte à porte dans la région. Ils ont bloqué l'autoroute la semaine dernière. Mercredi 31, ils se sont rendus en voiture à Lille, à FR 3. La population du Douaisis et les travailleurs de toute la région les soutiennent : «Au point où nous en sommes, ce n'est pas possible de perdre».

La popularisation a même si bien réussi que tous les jours, les flics sont à la porte de l'usine, inquiets : «Où allez-vous aujourd'hui?».

Alors c'est l'intox, par la presse. La direction et les cadres parlent de liberté du travail, mais : «Qui entrave la liberté du travail, nous dit un ouvrier,

nous ou bien la direction qui réduit notre temps de travail d'une heure, qui fait ouvrir les grilles à 8 H du matin, alors que nous sommes depuis 7 H devant les portes de l'usine?».

### LA RESTRUCTURATION : PLUS DE CADRES, MOINS D'OUVRIERS

Les ouvriers nous en parlent : «C'est le samedi et le dimanche que l'on fait les records de production du papier à Béghin, les jours où il n'y a pas de chefs». Béghin, veut réorganiser, réadapter ses chiffres avec la situation économique ; mais depuis 10 ans, le nombre des cadres a plus que doublé et la maîtrise a triplé ; le nombre des ouvriers au contraire a rétrogradé. On ne remplace pas les ou-

vriers qui partent à la retraite. Béghin a supprimé l'embauche des travailleurs saisonniers en servant du personnel d'entretien : «On faisait tourner l'usine à 2 au lieu de 3 et bien sûr, on nous disait : vous voyez bien que c'est possible de faire plus de travail».

### LE DÉCLASSEMENT ORGANISÉ

«Il y a 18 ans que je suis dans la boîte. J'étais OS 2 + 2, je suis maintenant OS 1 supplémentaire. Arrivé à la retraite, je serai manoeuvre». Un autre ouvrier P 2 est devenu OS 2 (son salaire est maintenu pendant un an, puis il est déclassé). Il faut maintenant attendre 25 ans pour avoir une promotion à Béghin. Aussi les travailleurs sont décidés à vaincre. «Bien sûr, on vous dira que nous ne sommes pas nombreux dans l'usine, mais nous tournons à 5 équipes jour et nuit».

Soutenez les travailleurs de Béghin-Say dans leur 4<sup>e</sup> semaine d'occupation.

Compte de solidarité aux travailleurs de Béghin-Corbehem : crédit mutuel de Vitry en Artois, 62 490 N° de compte : 4115 29200

La mobilisation de tous les grévistes reste un problème et un comité de

femmes était envisagé.

«C'est pourtant ce qui aurait pu permettre de débloquer la situation. Les femmes, bien sûr, si elles ne sont pas tenues au courant et mobilisées, elles ne comprennent pas ce qui se passe et elles sont un frein à la lutte. Elles ont aussi leur rôle à jouer».

### UN EXEMPLE À NE PAS ÉTENDRE POUR MONSIEUR MAIRE

Un autre problème : l'extension du conflit aux autres usines du trust Béghin. C'est seulement mardi que les directions syndicales se sont réunies pour voir ce qu'elles pourraient faire pour permettre l'extension du conflit aux autres usines du trust. Un délégué CFDT : «A Paris, nous, la section CFDT du papier carton, on nous considère comme des gauchistes, on se demande si pour eux, un conflit dur, ça ne doit pas servir seulement d'exemple, mais un exemple qu'il ne faut surtout pas étendre».

Bien sûr, monsieur Maire et les autres pensent aux municipales, et pour les travailleurs, le conflit de Béghin est surtout à étendre et à populariser. Alors que la direction une nouvelle fois mercredi a envoyé une lettre aux travailleurs, leur demandant avant toute négociation d'évacuer l'usine et leur réclamant des indemnités.

Correspondant

Rhône Poulenc à Albi

## CHÔMAGE, COMME DANS TOUT LE TRUST

Rhône-Poulenc à Albi, c'est une usine de plus de trois cents ouvriers qui fabriquent de la rayonne et des monofilaments. Depuis 1971, la situation n'a fait que se dégrader : réduction d'horaires, mise en pré-retraites, chômage technique... La direction alterne promesses et menaces. Les travailleurs s'interrogent sur le sort qui leur est réservé.

QdP : On parle de licenciements dans les usines de Rhône-Poulenc. Comment ça se passe ici à la viscosité ? Une ouvrière : Pour le moment, il n'y en a pas, mais on sait qu'ils veulent en faire. Ça pèse sur nous comme une menace. On attend au jour le jour. On nous a promis des reconversions pour les femmes dans une fabrique de mini-cassettes, mais ce ne sont que des promesses.

Pour Gérard, ouvrier, ce sont les mêmes inquiétudes : «Ça fait cinq ans que je travaille ici, et je me demande ce que je vais devenir, si on me licencie. Il n'y a pas de boulot par ici et j'en connais qui doivent quitter le pays, comme mon copain qui a été

muté à Arras dans une autre usine du groupe».

«Ici, on se sent un peu isolés. On sait que d'autres usines de la région lyonnaise sont en lutte pour l'emploi, mais ils ont la chance d'être plus rapprochés, ils peuvent mieux se soutenir».

QdP : Si les licenciements sont annoncés pour de bon, qu'est-ce qui va se passer ? Gérard : Alors là, oui, ça va aller mal. On ne peut pas accepter ça. Ce qu'il faudra alors, c'est être tous unis. On pourra sûrement compter sur la solidarité des autres usines : le Saut du Tarn où il y a aussi des licenciements, et la verrerie ouvrière.

QdP : Comment expliquez-tu ces licenciements, ce chômage ?

Gérard : «Ce sont des choses dont on n'est pas bien informés, mais une chose est sûre, ce ne sont pas les patrons qui y perdent : ils ferment des usines ici pour aller en ouvrir à l'étranger où la main-d'œuvre est moins payée. Nous dans tout cela, ce qu'on devient, ils s'en moquent».

correspondant Albi

● JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DANS L'INDUSTRIE PAPIETIÈRE : C'est à l'appel des fédérations CGT et CFDT de la branche, qu'une journée nationale d'action est prévue dans l'industrie papetière, pour la journée du 7 avril. Il s'agit d'exiger la garantie de l'emploi.

De nombreuses suppressions d'emplois menacent à l'horizon : à Saint Etienne du Rouvray et à Grand Couronne, 2 entreprises vont voir la suppression de 300 emplois. 410 autres sont prévues à la Néogravure de Corbeil et 240 dans l'Essonne.

Il faudra s'y opposer !

## en bref... en bref...

● POUR LES SALAIRES : A la succursale Renault Jaurès, à Paris, les travailleurs sont en grève totale depuis le 25 mars. Leurs revendications ? Pour l'essentiel, ils réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux de l'usine Renault à Billancourt et aussi les mêmes avantages sociaux. Une deuxième semaine de lutte commence. Si le patron ne veut pas céder, une troisième est déjà prévue.

● NOUS SOMMES TOUJOURS LÀ : Une délégation de travailleurs de trois entreprises occupées du Val de Marne (Chauffour, Sercé et Imprimerie de France) ont occupé avant-hier matin les locaux du GIMAC (Groupement Interprofessionnel des Industries de Maison-Alfort, Créteil et de la région Sud Est de Paris), en vue de rappeler que loin de céder aux menaces de licenciements qui pèsent sur eux, ils sont toujours en lutte pour la préservation de leur emploi.

● SÉCURITÉ SOCIALE : JOURNÉES NATIONALES D'ACTION : A l'appel des fédérations CGT et CFDT les employés de la sécurité sociale et des allocations familiales, participeront à une semaine nationale d'action du 12 au 15 avril. Les revendications sont nombreuses, elles portent sur les classifications, l'augmentation des salaires, les conditions de travail, le droit syndical, ainsi que sur les revendications spécifiques à chaque établissement.

● Sté DUPONT : UNE IDÉE DU PATRON : Les travailleurs de l'usine Dupont à Faverges sont actuellement en grève pour différentes revendications. Le patron, n'ayant pas beaucoup d'idées pour casser la lutte et faire reprendre le travail, a tenté de faire voter la reprise par correspondance. Cela a été un échec. Voilà un patron qui n'a pas beaucoup d'idées !

## Larzac

## VIGILANCE

Le pouvoir a donné un délai de 6 semaines pour résoudre de façon concertée avec les autorités locales le problème de l'extension du camp militaire du Larzac. En conséquence, le sous-préfet de Millau a organisé le samedi 27 mars une «réunion de concertation sur le problème du Larzac». Ont participé à cette réunion deux représentants par quartier des paysans du Larzac, deux représentants du comité Millavois, les quatre conseillers généraux concernés, (3 PS et 1 Centre Démocrate), des représentants de la FDSEA et de l'Association de Sauvagerie du Larzac.

La volonté du pouvoir de diviser les paysans entre eux, d'accroître les clivages paysans-Millau, paysans-comité Larzac a pour le moment échoué. C'est ensemble que les parties directement concernées, paysans et Millavois, sont allés s'informer auprès du sous-préfet. Cela n'a pas été sans difficultés ! L'unité ouvriers et paysans, l'avec quels paysans et sur quelles bases ? n'est pas acquise complètement.



Après la non-annulation du décret «d'utilité publique» par le Conseil d'Etat, le sous-préfet a déclaré qu'il maintenait «le principe de l'extension du camp». La volonté du pouvoir n'est-elle pas d'essayer de réaliser ce projet d'extension du camp ? L'armée a déjà acquis à l'amiable 2 500 hectares ! L'armée a aussi la

possibilité d'acquérir au moins 1 000 autres hectares (communaux de La Cavalière). Le pouvoir ne cherche-t-il pas ainsi à diviser les paysans et le comité Millavois, à briser la réelle unité populaire qui l'empêche actuellement de réaliser son projet ?

De toute part la vigilance s'impose !

Une prochaine réunion est fixée le 16 avril. Mais lundi 29/3, les militaires tiraient déjà au canon à 500 mètres de la nouvelle bergerie de la Blaquière : une façon de tester la résistance ? Les militaires ont été accompagnés aux limites du camp !

Correspondant Millau (Aveyron)

# POLITIQUE

Suite de la une

## INTERVIEW D'UN RESPONSABLE VITICOLE DE L'HÉRAULT

**QdP :** Quelles sont les revendications exprimées dans ces manifestations ?

**R. :** Nous dénonçons la répression, on a fait confiance à la justice pendant un certain temps et maintenant on s'aperçoit qu'elle est une fois de plus du même côté de la barrière.

Nous disons que si on en est là, c'est parce qu'il n'y a aucune réponse à la crise du midi tout entier, c'est-à-dire par exemple la crise de l'emploi et le problème du revenu des viticulteurs et que le gouvernement en est le seul responsable. Il y a des fraudeurs et des trafiquants c'est-à-dire des profiteurs de la crise qui sont impunis, puisqu'ils se promènent comme Ramel. Puisqu'on nous accuse d'être des tueurs de CRS et qu'on demande à la justice de faire son travail, nous demandons qu'elle fasse aussi son travail pour le meurtrier de l'agriculteur d'Espinal tué par des policiers en armes alors qu'il n'était pas

armé. Nous sommes étonnés que la justice n'ait pas fait preuve de beaucoup de zèle en la matière.

Et enfin, nous demandons la libération immédiate de Teisseyre et l'arrêt de toutes les poursuites.

**QdP :** Est-ce qu'on peut craindre dans les jours qui viennent de nouvelles arrestations ?

**R. :** Je crains que oui. Il faut voir que actuellement, nous sommes en territoire occupé. Tout d'un coup les gardes mobiles ont poussé un peu partout, dans les grandes villes : Montpellier, Narbonne, Carcassonne... Ils remplissent les lycées. Ils jouent la carte de la provocation et de l'intimidation. Alors on riposte immédiatement mais on n'oublie pas les problèmes viticoles. On continuera à prendre les moyens nécessaires. Chaque jour, nous oblige à en inventer. Nous agissons en fonction de la situation, qui évolue très vite.

## 2 auto-mitrailleuses, 1 hélicoptère contre 1 viticulteur

Hier matin à 6 heures, Albert Tesseyre, vigneron à Lauragel dans l'Aude est arrêté et emmené par la police pour interrogatoire à Montpellier. On l'aurait reconnu sur une photo de la fusillade de Montredon.

A 15 heures, à l'appel du Comité d'Action Viticole, 10 000 vignerons se sont rassemblés pour protester contre cette arrestation. En une matinée, le Comité d'Action Viticole a mobilisé plusieurs milliers de vignerons. La mobilisation demeure très forte dans le Midi, la police pensait intimider les viticulteurs, c'est un échec. Pendant deux heures, ils ont manifesté dans Carcassonne et d'autres actions suivront.

Pour arrêter Albert Tesseyre, la police a agi comme si c'était un dangereux gangster. A six heures du matin,

six policiers en civil armés poussent la porte des Tesseyre, foncent dans la chambre d'Albert Tesseyre et le mettent en joue. Ils fouillent la maison, saisissent le fusil de chasse et les cartouches. A l'extérieur, c'est l'état de siège, deux automitrailleuses et cinq cars de gardes mobiles attendent. Albert Tesseyre est emmené par hélicoptère à Montpellier pour être interrogé par la P.J. Ces méthodes n'ont pas eu l'effet escompté par la police : l'intimidation des viticulteurs. Au contraire, ce fut la colère et la mobilisation. Car en l'occurrence, les viticulteurs ont compris que cette arrestation était destinée à briser leur mouvement. Ils ont montré - et de quelle façon ! - que les manœuvres policières du gouvernement ne les désarmeraient pas.

## SUPPRESSION DE LA TAXATION SUR LES VINS ITALIENS

C'est hier que cette décision, prise au conseil des ministres, a été publiée officiellement. Jusqu'à présent, les importations de vin italien étaient théoriquement taxées à 1,13 F par degré hecto. Cette taxation, qui n'empêchait pas une importation très importante de vin italien, qui, grâce à la dévaluation de la lire, jouissait de prix très bas. La suppression de la taxation risque donc d'entraîner une nouvelle augmentation de ces importations de vins italiens. Le gouvernement a beau assurer que les

renforcent, que la réglementation viti-vinicole européenne sera aussi renforcée, les viticulteurs voient dans cette décision (suite logique de l'engagement pris par Bonnet au dernier sommet européen agricole) une menace. Ils savent que le «renforcement du règlement viti-vinicole» n'a pas grand sens ; une des mesures proposées est la distillation de 4 millions d'hectos de vin italien, bien qu'on ne connaisse la production de vin en Italie qu'à quelques millions d'hectos près.

# Sommet européen à Luxembourg LES CRISES DES NEUF

*Au terme de la première journée du sommet des 9 à Luxembourg, peu d'informations étaient fournies sur l'avancée des discussions. Sur les questions monétaires et économiques, qui constituaient le premier point de l'ordre du jour, l'Allemagne a refusé toute concession qui la mettrait à contribution pour rétablir l'équilibre monétaire : elle exige de ses partenaires qu'ils fassent payer à leurs travailleurs une politique anti-inflationniste aussi ferme qu'en Allemagne. Sur le problème de l'élection au parlement européen, dont les chefs d'Etat ont commencé à discuter hier soir, peu de signes d'unanimité se faisaient sentir. Même si Giscard affirmait à la télévision que «les Français» étaient favorables dans leur majorité à l'élection du parlement européen au suffrage universel, il semble rencontrer des difficultés pour emporter l'adhésion de ses partenaires.*

Pas plus que sur tous les principaux problèmes, l'Europe n'a trouvé d'unanimité sur la question de l'élection du parlement européen. Danois et Anglais ont déjà, par avance, été autorisés à ne pas procéder à ces élections en 1978. Des autres pays de la Communauté, seuls ceux qui gravitent autour de l'Allemagne, sont vraiment partisans de toutes les implications politiques de cette élection.

L'enjeu pour les peuples européens, en particulier

pour le peuple français, est de voir leur bourgeoisie utiliser ce nouvel organe, soi-disant représentatif, pour les léser un peu plus. On voit très bien comment aujourd'hui le gou-

vernement français se sert de l'Europe pour justifier sa politique de ruine des petits paysans. Cette tactique pourrait être étendue, et, surtout, l'élection du parlement au suffrage universel, en lui donnant une importance nouvelle, ouvre la voie au renforcement de ses pouvoirs. On voit ainsi se profiler une menace de soumission de notre pays dans une Europe aux institutions politiques renforcées, dirigée par le bloc atlantiste, sous la houlette de l'Allemagne.

### LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Les illusions sur le «con-dominium franco-allemand» sur l'Europe, dont nous parlions, encore récemment, les

### LES BANQUIERS ALLEMANDS JUGENT LA FRANCE

*Ils méprisent l'incapacité de Giscard à bien museler son peuple. Voyant l'échec des cantonales, Die Welt, journal patronal, écrit «c'est un tableau vraiment peu réjouissant». Giscard est présenté «comme un brillant technicien, mais un amateur politique» qui «agit comme un novice du trapèze volant qui sait qu'il travaille sans filet».*

idéologues officiels, se sont estompées. La France de Giscard, qui a brigué cette place d'égal de l'impérialisme allemand, ne peut aujourd'hui que reconnaître ses points faibles économiques, et, partant, politiques. Il a bien fallu enterrer le recul de la monnaie française en quittant le mécanisme monétaire européen, le «serpent».

D'autre part, l'instabilité de la coalition au pouvoir aujourd'hui en France n'enchantent pas le voisin capitaliste allemand. Giscard et ses lieutenants, on le voit à travers tous leurs discours, ont les yeux fixés sur cette Allemagne, dont ils admirent le million et demi de chômeurs, les lois fascistes et la collaboration des classes. Et les exploités allemands, fiers d'opprimer leur peuple, font pression sur la France pour qu'elle suive leur exemple. Mais tous en seront pour leurs frais.

En fin de compte, quelles que soient les décisions que prendra ce Conseil, (d'où, est-il besoin de le rappeler, les peuples européens sont absents) Giscard y devra répondre des difficultés de sa classe.

Paul LEFORT

### UN SYMBOLE : LE CONCORDE

*La coopération franco-allemande est au mieux. Qu'on en juge par ces déclarations du PDG de la Lufthansa (compagnie aérienne allemande) : «Je refuserais de mettre Concorde sur mes lignes même si on m'en faisait cadeau», et encore : «Dites-moi la date à laquelle je dois déposer le bilan de la Lufthansa et je vous dirai combien de Concordes je dois acquiescer».*

*Un brave homme, ce PDG. Serviable et tout...*



## en bref... en bref...

● **ÉRUPTION VOLCANIQUE EN GUADELOUPE ?** Depuis mercredi, à la suite d'une reprise d'activité du volcan de la Soufrière, près de Basse-Terre, le plan ORSEC-éruption est entré en vigueur : les détenus de la prison de Basse Terre ont été évacués, et la population est prête à en faire autant. Le volcanologue Haroun Tazieff est sur place pour suivre l'évolution du séisme.

● **HAUSSE DU CAFÉ :** A la bourse de Londres, le cours du café a connu une très forte hausse. Les experts expliquent que cette hausse est due aux calamités naturelles qui auraient ravagé les plantations brésiliennes. Les spéculateurs (c'est-à-dire les gros

acheteurs) n'ont certainement pas dû y être étrangers... Cette hausse des cours de gros pourrait se traduire dans un proche avenir sur les prix de détail.

● **UN PONT AÉRIEN SUR LA MANCHE :** Air France et British Airways viennent de créer un pont aérien entre Paris et Londres, avec un avion toutes les 1/2 heures aux heures de pointe et un toutes les heures aux autres moments. La compagnie britannique s'est montrée parait-il très enthousiaste. Vu les difficultés que rencontre Concorde pour franchir l'Atlantique, il est plus simple de se rabattre sur la Manche...

## POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : CHANGEMENT DE PROGRAMME

Les conclusions de la commission énergie du 7<sup>o</sup> plan apportent des modifications importantes sur les prévisions énergétiques illustrant une fois de plus les incohérences de la bourgeoisie sur l'approvisionnement énergétique :

- Réduction du programme nucléaire de quelques 4 000 MW pour les 4 années à venir.

- Maintien au-delà de ce qui était prévu de la consommation de pétrole, le plan prévoyant pour 1985 une consommation équivalente à la consommation actuelle.

- Baisse de l'extraction de charbon, puisque la prévision est inférieure à la consommation actuelle.

La réduction du programme nucléaire n'est pas une surprise. Deux raisons en sont à l'origine : l'opposition populaire à laquelle se heurte l'implantation de centrales, et la stabilisation du prix du pétrole, dans la dernière période. Le plan nucléaire restera pourtant très important, et représentera toujours un danger contre lequel la lutte doit se mener. La réduction de l'utilisation du charbon prouve que la timide relance actuelle des Houillères n'est qu'une solution à moyen terme pour la bourgeoisie. Et pourtant... un récent rapport de l'association des Géologues de France soulignait l'ampleur des réserves de charbon en France !

# LIBAN VERS L'APAISEMENT ?

SUITE DE LA UNE

Certes, dans ce camp lui-même, les objectifs poursuivis ne sont pas exactement les mêmes : tandis que le « front des forces progressistes », dirigé par Kamal Joublatt, recherche une transformation institutionnelle lui accordant plus de pouvoir, d'autres forces, telles que l'armée arabe du Liban, qui semblent très liées à la Résistance Palestinienne, visent probablement pour l'essentiel à garantir à celle-ci les meilleures conditions possibles pour son action au Liban.

Il reste que la provocation systématique à la guerre civile, organisée depuis des mois par les phalanges, exigeait qu'une réponse appropriée vienne y mettre fin.

aura joué, au moment de l'arrêt des combats, un rôle important. On peut se demander si ce pays ne sera pas tenté par une présence au Liban allant au-delà des quelques officiers qu'il y avait envoyés pour garantir le céderent cessez-le-feu.

Quelle serait dans ce cas, la liberté d'action laissée à la Résistance Palestinienne, c'est la question qu'on peut se poser.

Plus grave encore, les Etats-Unis, ces derniers jours, sont intervenus de plus en plus directement dans le conflit libanais, y dépêchant même avant-hier un « médiateur ». Une première raison de cette intervention est claire : on ne veut pas, à Washington, voir un conflit armé israélo-arabe remettre en cause les acquis américains dans la région depuis la guerre d'octobre 1973. Mais Dean Brown, déjà présent à



Georges Habache (FFTL), Yasser Arafat (OLP), Ahmed el Khatib (armée arabe du Liban) réunis à Beyrouth au meeting de soutien à la Journée de la Terre...

## Le rôle de la Syrie

De plus en plus, on parle d'une intervention militaire syrienne au Liban. Le roi Hussein de Jordanie, qui choisit bien mal le lieu de ses déclarations, a affirmé des Etats-Unis qu'il y était favorable.

Depuis plusieurs mois, la Syrie joue effectivement un rôle de plus en plus important dans les événements au Liban :

- décembre 1975 : selon certains témoignages, à l'occasion des combats qui se développent alors, certaines forces liées à la Syrie verseraient de l'huile sur le feu.

- 22 janvier : c'est sous l'égide de la Syrie qu'un cessez-le-feu est conclu. En plus de deux officiers syriens, Zoheir Mohsen, dirigeant de la Saika, organisation de l'OLP proche de la Syrie, siège dans l'organisme chargé de le faire appliquer.

- 2 février : le journal al Moharrer, indépendant proche de l'Irak, est attaqué à Beyrouth par la

Saika ; son directeur est tué.

- début mars : tandis que l'armée arabe du Liban se constitue, le gouvernement syrien cherche à favoriser à Beyrouth la formation d'un gouvernement de coalition, et échoue dans cette tentative.

- 16 mars : les forces liées à la Syrie présentes au Liban s'opposent à la marche des forces patriotiques sur le palais présidentiel, visant à contraindre Frangie à la démission qu'il refuse.

- 18 au 21 mars : les différents voyages de dirigeants politiques libanais en Syrie échouent à dégager une solution, Damas exigeant carte blanche pour son action dans le pays.

Depuis, après être apparue, un temps, comme un soutien objectif aux forces liées aux Etats-Unis, qui se trouvaient en difficulté, l'attitude syrienne a pris un tour plus hésitant jusqu'à la déclaration d'hier.

## BULGARIE : Une économie soumise à l'URSS

Au Congrès du Parti Communiste Bulgare, le délégué du PCF a déclaré « l'internationalisme s'exprime par l'indépendance et l'égalité des droits », petite pique contre l'hégémonie du Parti soviétique. Il a également salué « le bilan que vous dressez (qui) garantit les succès des objectifs que vous vous fixez ». Il a oublié de signaler que l'URSS fixait les objectifs et que les succès lui rapportent gros.

La Bulgarie doit livrer 60 % de la production de son industrie mécanique à l'URSS. C'est le résultat de la coordination des plans économiques des pays du COMECON, l'organisation économique des pays de l'Europe de l'Est. Chaque pays doit livrer aux autres une certaine quantité de produits ; c'est par ce biais que l'URSS contrôle les économies des pays de l'Est et en

même temps les oblige à produire ce dont elle a besoin. Cette dépendance va s'aggravant. Le prochain plan quinquennal (1976-1980) prévoit de doubler les livraisons bulgares à l'URSS, par rapport au plan qui vient de s'achever.

L'URSS tire de grands bénéfices de ces marchés imposés aux pays européens : de 1955 à 1973, le montant des bénéfices réalisés par l'URSS par le COMECON est évalué à 19 milliards de dollars (90 milliards de francs).

Ces brillants résultats du COMECON sont l'exemple de la coopération que l'URSS propose régulièrement aux pays dans le monde. La « division du travail » expérimentée dans le COMECON peut se résumer ainsi : « tu travailles, je ramasse les bénéfices ».

### UN SPÉCIALISTE

M. Dean Brown, « médiateur » désigné par les Etats-Unis dans la crise libanaise, est bien connu du peuple palestinien : n'était-il pas déjà en poste à Amman, en 1970 ? A l'époque, sous les ordres de Washington, le roi Hussein de Jordanie avait organisé la liquidation de la présence de la Résistance, en massacrant des milliers de Palestiniens. Beaucoup de ceux qui ont fui alors la Jordanie se retrouvent dans les camps du Liban. M. Brown y aurait-il pour mission d'y dénicher un roi Hussein ?

Ces semaines de combat y auront-elles suffi ? Bien que les forces réactionnaires aient subi des revers, ce n'est pas certain, aussi longtemps qu'elles n'ont pas été complètement défaites. Le risque de reprise de la guerre civile, en admettant que le cessez-le-feu soit effectivement appliqué, pourrait n'être pas écarté.

Une fois de plus, comme au mois de janvier, la Syrie

Amman lors de « septembre noir », en 1970, pourrait bien chercher à pêcher en eau trouble, et à profiter de la situation pour tenter d'isoler l'OLP.

Entreprise plus difficile qu'en Jordanie, alors que toute la Palestine occupée se soulève, et que des fractions importantes du peuple libanais ont pris fait et cause pour les Palestiniens.

Jean LERMET

## MAROC 111 prisonniers présentés à la justice

Cent onze détenus ont été présentés au juge d'instruction de la cour de Casablanca, après avoir passé plusieurs mois en prison. Au début du mois de mars, trois anciens dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc avaient déjà été présentés au juge. Deux autres groupes attendent leur jugement, un groupe de soixante-dix-neuf personnes dont l'instruction s'est ouverte en août, et un autre de vingt-six au mois de janvier. Ces militants étaient en prison depuis 1974, accusés d'appartenir à des organisations révolutionnaires.

o DJIBOUTI : La LPAI a annoncé la formation d'un « directoire national du développement » qui « assurera les intérêts nationaux dans l'attente de l'exercice de la souveraineté ».

## en bref... en bref... en bref...

● ANGOLA : Le conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution condamnant l'intervention sud-africaine en Angola. Ce texte demande au gouvernement d'Afrique du Sud de verser des indemnités à l'Angola pour les dommages causés, et de restituer l'équipement et le matériel saisi.

● RHODÉSIE : Un haut commandement de dix-huit membres regroupe les responsables militaires des deux branches du mouvement patriotique du Zimbabwe. C'est la réalisation d'une décision prise au mois de novembre.

● LOCKHEED : Les pots de vin ont rapporté gros ; les bénéfices de Lockheed ont augmenté de 95 % et s'élèvent pour 1975 à 250 millions de francs.

● CHILI-USA : Le Sénat américain a décidé de lever l'interdiction de vente d'armes au Chili. Celui-ci pourra en obtenir des USA à condition de payer comptant. L'histoire ne dit pas qui avancera l'argent.

● GRÈCE-USA : A la suite de l'annonce d'un accord entre la Turquie et les USA pour la réouverture des bases américaines, le gouvernement grec aurait suspendu les négociations avec les Etats-Unis sur la présence américaine en Grèce. L'aide militaire qui accompagne l'accord entre les USA et la Turquie paraît modifier l'équilibre des forces dans la région au détriment de la Grèce. D'importantes manifestations sont prévues au

début de ce mois dans l'île de Crète pour la fermeture des bases étrangères.

● PORTUGAL : Une manifestation de plusieurs milliers de travailleurs et d'ouvriers de l'horlogerie et du bâtiment s'est tenue à proximité du palais du gouvernement pendant le conseil des ministres. Les manifestants réclamaient une hausse des salaires dans le bâtiment et la garantie de l'emploi chez Timex, la fabrique de montres.

De leur côté, les propriétaires agricoles ont annoncé que malgré l'ouverture de la campagne électorale, le 4 avril, ils allaient passer à l'action pour récupérer les terres distribuées aux coopératives pendant la révolution agraire, que les ministres avaient promis de leur rendre.

## France Somalie ÉCHEC DES CONVERSATIONS



La légion à Djibouti...

Les conversations entre le gouvernement somalien et le gouvernement français n'ont pas abouti. Le gouvernement somalien déclare que ces conversations ont échoué sur l'intransigeance de la France :

« Bien que les conversations se soient poursuivies pendant deux jours et malgré que du côté somalien, l'esprit de bonne volonté n'ait jamais manqué, malheureusement la partie française n'a rien avancé de positif qui puisse satisfaire la Somalie, ni en ce qui concerne l'attaque de Loyada, ni à propos de la concession de l'indépendance totale et sans condition de la Côte de Somalie. Les discussions ont laissé apercevoir que la patrie française s'était rendue à ces entretiens avec des idées qui n'étaient pas dans l'intérêt du peuple de la Côte de Somalie et de son indépendance. On s'est aperçu aussi que les Français n'étaient pas venus à ces entretiens avec la nécessaire authentique bonne volonté qui pourrait être la base de relations d'amitié entre les deux pays. Ces entretiens donc se sont terminés inévitablement sans qu'un accord ait été atteint.

## BANGLA DESH

Notre plus grand souci est que les indiens multiplient leurs attaques au début de la mousson en juin déclare le responsable d'un poste frontière bengali.

L'armée indienne soutient des forces de guérilla qui opèrent à partir du territoire indien. Ces troupes commandées par un ancien membre des troupes de Mujibur Rahman compteraient trente mille hommes. Le 19 janvier dernier, elles ont attaqué des dizaines de postes frontières. Ces attaques qui ont duré une semaine étaient appuyées par des tirs venant des postes indiens. Depuis cette date, des attaques sporadiques sont opérées contre les postes du Bangla Desh. « Nous n'avons aucune raison de nous en prendre au Bangla Desh » affirme l'ambassadeur indien à Dacca. Cependant depuis le mois d'août date du coup d'Etat qui a renversé Mujibur Rahman, les contradictions ne cessent de s'approfondir entre les deux pays. Depuis cette date le Bangla Desh a dénoncé les accords qui le liaient à l'Inde et à l'URSS.

# INTERNATIONAL

## Espagne : les manifestations de samedi sont maintenues

Alors que se préparent de grandes manifestations en faveur des libertés démocratiques, qui se dérouleront samedi à Madrid et à Barcelone, le gouvernement de Juan Carlos intensifie sa répression. D'une part, quatre membres de la «coordination démocratique», arrêtés lors de la conférence de presse qui annonçait sa constitution, ont été inculpés d'atteinte au régime. Outre le leader révisionniste Camacho, et l'avocat Trevijano, ce sont les militants marxistes-léninistes Agnado du Parti du Travail d'Espagne, et Dorronsero du Mouvement Communiste.

Au sein de l'oligarchie, les conflits s'aggravent : le chef présumé des commandos du Christ Roi, Mariano Sanchez-Covisa vient de déposer une plainte contre trois ministres dont Fraga Iribarne, le ministre de l'intérieur «pour atteinte aux principes du mouvement national» parce qu'ils préconisent les partis politiques et l'élection au suffrage universel.

La vie quotidienne en Espagne est marquée par la révolte du peuple.

Madrid : Au quartier los Carmenes, plusieurs personnes avaient eu des accidents parce qu'il n'y avait pas de feu à un carrefour. Un enfant de 10 ans a été tué, puis une femme a été gravement blessée. Les habitants du quartier, des gens de tout âge, des parents avec leurs enfants, nombreux, manifestent une nouvelle fois. Un grand nombre de voitures chargées de «grises» arrivent et même de brigades anti-émeutes pour les disperser. Les manifestants les huent... La police tient. Le lendemain une nouvelle manifestation est organisée.

Juan Carlos garde les habitudes de la dictature franquiste.

Séville : A la veille de l'arrivée de Juan Carlos, plusieurs milliers de person-

nes occupent le centre de la ville. Le lendemain Juan Carlos arrive. Comme sous Franco, des autobus et des camions ont amené les villageois des petits villages de la province, auxquels on paie le logement et les frais. Ils sont obligés de venir parce que dans ces villages tout le monde se connaît et la menace de la répression joue à plein.

Ce qui n'empêchera pas que des manifestations s'organisent pour l'amnistie.

Cette mobilisation des masses, s'affirme par des grèves très longues : à Alcalá de Henares (Madrid) les usines se sont mises en grève en solidarité avec les licenciés de Roca, dont la lutte dure depuis plus d'un mois. Un responsable Francisco Gonzalez Adrada accusé d'avoir provoqué les grèves est toujours en prison.

Les livraisons aux pharma-

cies de Madrid sont paralysées depuis deux mois par la grève de la coopérative pharmaceutique. Les travailleurs se sont adressés à plusieurs reprises à la population, en s'excusant pour les ennuis qu'ils causent aux usagers.

De même les ouvriers de Terpel, entreprise de cuir, sont depuis deux mois en grève pour la réintégration de 450 licenciés. Une solidarité, matérialisée par des collectes, s'organise sur plusieurs quartiers.

La révolte des masses surgit par toutes les failles de l'appareil de domination fasciste que Juan Carlos essaie de maintenir. Et cette révolte, il doit en tolérer l'expression. Voilà le seul libéralisme de Juan Carlos à l'égard des masses.

(correspondance)

### IRIBARNE VISITE PONIA

Fraga Iribarne est venu manger avec Poniowski. Les deux ministres de l'Intérieur se sont entretenus notamment de la répression des militants basques. Les liens de plus en plus étroits entre les deux polices espagnole et française s'ils sont menaçants pour tous les révolutionnaires espagnols et basques réfugiés en France, sont un signe du libéralisme giscardien, qui aspire à ressembler au franquisme à peine adouci de Juan Carlos.

## DOCUMENT

### CAMBODGE : 25 FÉVRIER 1976, 15 MORTS, 30 BLESSÉS LES DERNIÈRES BOMBES AMÉRICAINES



C'était le vingt-cinq février 1976, à Siem Reap, une ville du centre du Cambodge. Le matin à 8 heures trente, un avion F 111 a largué trois bombes sur le centre de la ville, dont une de cinq cents kilos a fait un cratère de 7 mètres de profondeur.

«Après le bombardement, l'avion s'est dirigé rapidement vers l'Ouest en direction de la Thaïlande» signale la déclaration du gouvernement. A 14 heures, deux autres avions sont venus et ont lâché des bombes à dépression. Ces bombes suppriment l'oxygène dans un espace d'un kilomètre carré. Les bâtiments qui se trouvent dans ce rayon sont irrémédiablement endommagés, les hommes asphyxiés.

Les photos que le gouvernement du Cambodge démocratique nous présentent aujourd'hui attestent de l'ampleur des destructions causées par l'aviation américaine. «Cette nouvelle agression de l'impérialisme américain démasque encore davantage... la nature agressive de l'impérialisme américain ainsi que l'impasse dans laquelle il se trouve», déclare le gouvernement cambodgien.

On se souvient de la fuite précipitée des Américains, hors de Phnom Penh, il y a un an. Cette agression, précédée de nombreuses tentatives depuis la libération du pays montre que les Etats-Unis considèrent toujours le peuple cambodgien comme leur ennemi.

Par ces crimes les Etats-Unis veulent intimider le peuple cambodgien et tous les peuples qui combattent la domination impérialiste.

En réalité, ils révoltent tous les peuples et tous les pays qui défendent leur indépendance, n'entravent pas la profonde mobilisation du peuple cambodgien pour l'édification de son pays dans la plus totale indépendance.

G. C.

# DOSSIER

## REFORME DE L'ENTREPRISE:

### L'EXPLOITATION FAIT PEAU NEUVE

«Réforme de l'entreprise», «revalorisation du travail manuel», «enrichissement des tâches», «travail à la carte»: le gouvernement est intarissable sur le sujet. Après la campagne d'affiches titrant «place au travail manuel» de Stoléru, voilà qu'une des commissions du «conseil des sages» créé en octobre 75 par Durafour, pour se pencher sur «le malaise des OS», vient de remettre au gouvernement les conclusions de ses travaux et de les rendre publiques. Il s'agit du groupe présidé par Giraudet, PDG d'Air France, chargé de la question «rémunération du travail manuel».

Cette fois-ci il semble que le gouvernement veuille aller vite: «Les réformes seront menées jusqu'au bout».

Depuis un an, et notamment depuis la sortie du rapport Sudreau, on ne peut pourtant pas dire que les choses soient allées aussi vite.

Face à cela, voilà que l'on assiste à une

Vers la fin des années 50 et dans les années 60, l'impérialisme français est alors en plein redressement. C'est l'époque où sont mis en place des trusts de taille internationale que de Gaulle voulait capables de rivaliser sur le marché mondial avec les trusts étrangers. C'est l'époque où l'impérialisme français pille sans vergogne à bas prix les richesses de son empire néo-colonial, où il accumule

levée de boucliers de la part d'une partie du patronat, particulièrement celui des petites et moyennes entreprises, qui ne veut pas entendre parler de «réforme de l'entreprise», car, dit-il, notamment en ce qui concerne la revalorisation des salaires, «cela ne peut que favoriser l'inflation et remettre en cause la compétitivité des entreprises».

Mais le «conseil des sages» tient à les rassurer: ne vient-il pas de déclarer qu'au contraire la «revalorisation du travail manuel» ne peut qu'augmenter la productivité et diminuer la tension sociale? Chirac lui-même y est allé de son couplet: «La responsabilité et l'autorité du chef d'entreprise doit être maintenue». D'Ornano n'est pas en reste.

Rappelons-nous, les «contrats de progrès», la «participation», autant de thèmes chers au gaullisme, autant de démagogie battue en brèche par nos luttes.

sur cette base les superprofits. Pour la classe ouvrière, cela veut dire une surexploitation effrénée. Et la bourgeoisie de mettre en place une propagande appropriée. C'est l'époque de la «société de consommation»: «travailleurs, plus vous produisez, plus vous récolterez les fruits de votre travail». Il fallait convaincre les travailleurs qu'ils avaient les mêmes

intérêts que les patrons à la bonne marche de l'économie, et des entreprises. C'est alors que vient se greffer la réforme gaulliste de l'entreprise.

L'ECHEC Il y aura d'abord les ordonnances sur l'intéressement qui prévoient que les travailleurs pourront être intéressés aux bénéfices de l'entreprise et même épargner. En fait nous ne verrons

que miettes, augmentation des cadences, déqualification due au travail de plus en plus parcellisé comme à la SNECMA ou à Renault. Dans leurs luttes les travailleurs remettent directement en cause l'organisation capitaliste du travail, le salaire au rendement, la cotation par postes, dévoilant du même coup les «bienfaits» de l'expansion que la bourgeoisie vantait depuis tant d'années. Quant aux «contrats de progrès» qui devaient permettre aux travailleurs la progression régulière de leur pouvoir d'achat, les luttes de Ferodo, Batignolles sur les salaires montreront que ces contrats ne visaient qu'à un blocage des salaires déguisé.

Un second facteur d'importance décisive apparaîtra: l'entrée en scène du Tiers-Monde, remettant en cause progressivement la domination coloniale et néo-coloniale.

Dès lors, la bourgeoisie ne pourra plus maintenir sa domination de la même manière. Elle rentrait dans une profonde crise politique. Elle ne pouvait plus gouverner comme les années précédentes. Le redéploiement de son économie, en délaissant les

secteurs liés à la consommation achèveront de détruire le «modèle de consommation».

Pour faire payer ses difficultés à la classe ouvrière, la bourgeoisie mettra alors en

#### AUX TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT

Depuis le 18 mars, les travailleurs du bâtiment de Toulouse sont en grève illimitée et occupent depuis cette date la chambre patronale.

Pourquoi? La publicité démagogique pour la revalorisation du travail manuel n'a aucun sens pour les salariés de la profession.

Dans le bâtiment: les salaires restent de misère, les accidents du travail se multiplient, les cadences de travail augmentent, et la situation de l'emploi se dégrade. En un mot, les conditions de travail sont inhumaines.

Notre région Midi-Pyrénées est la «lanterne rouge» de toute la France pour les salaires et pour l'emploi. Dans la profession, c'est quatre morts par jour. Cela doit cesser.

place une politique de crise, appelant une nouvelle fois les travailleurs à s'unir avec les patrons, non plus pour profiter des bienfaits de l'expansion, mais pour «sauver l'économie».

#### LE RAPPORT SUDREAU

C'est le sens du rapport Sudreau qui, en introduction, multiplie les déclarations en ce sens: «les luttes portent sur la sécurité de l'emploi, qui constitue le souci majeur des travailleurs mais elles s'étendent aux conditions de travail». «Si l'entreprise a bien réussi au plan économique... aujourd'hui s'expriment des aspirations nouvelles...»; «les travaux parcellaires ou pénibles sont remis en question»; «désormais le débat porte non plus seulement sur la répartition des fruits du travail mais sur les relations de travail qu'elle institue à la base».

La bourgeoisie reconnaît l'échec de la participation gaulliste. Elle va tenter avec le rapport Sudreau de mettre en place de nouvelles réformes adaptées à la situation politique nouvelle. C'est ce que nous présenterons dans nos prochains articles.

Richard Feuillet

## "Comment Yukong déplaça les montagnes"

FILMS DE JORIS IVENS ET MARCELINE LORIDAN

A PROPOS DE DEUX DES FILMS : «LA PHARMACIE», «UNE FEMME, UNE FAMILLE»

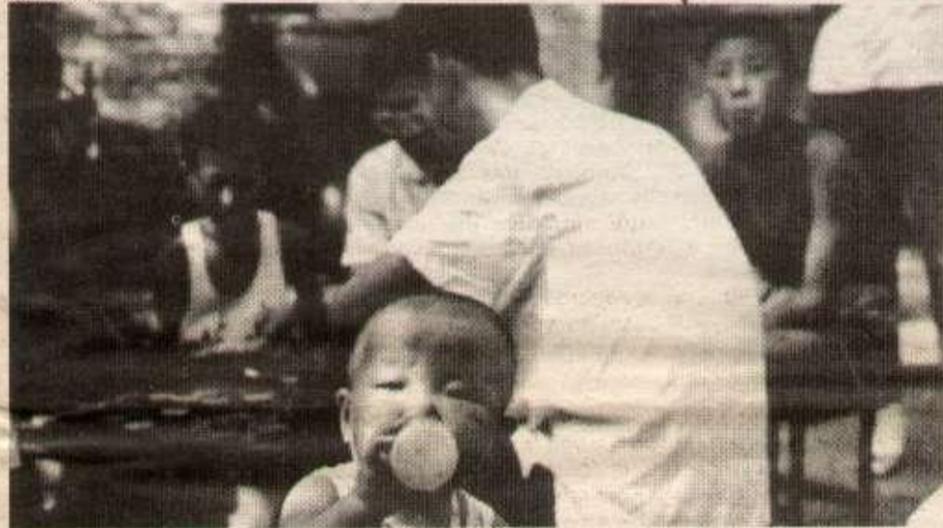
Quand on voit ces films pour la première fois, on est tellement agrippé de tous côtés par la réalité chinoise, au cœur de ces conversations qui se nouent chaque jour entre travailleurs de Pékin ou de Shanghai qu'on a envie d'intervenir, de poser des questions à son tour, d'approfondir un point du problème abordé.

Et il faut voir les films une seconde fois pour être capable de secouer cette sorte de fascination que provoque un contact brusque, étroit, avec une société qui se construit dans la rigueur et la constante remise en question.

UN EXEMPLE DE «CINÉMA-VÉRITÉ»

Le terme a été bien galvaudé.

La vie collective d'une «courée» dans la banlieue de Pékin (extrait du film : «Une femme, une famille»).



dé, mais il faut parler ici de cinéma-vérité, comme le concevait Dziga Vertov (\*) dans les années 20.

Il ne s'agit pas pour Joris et Marceline de frôler le réel, de glaner amoureusement le pittoresque, l'insolite, à la façon naturaliste d'un Jean Rouch ou d'un Reichenbach. Il s'agit au contraire, comme le voulait Vertov d'un «cinéma-déchiffrement communiste du monde». Ici, la caméra plonge, longe, s'approche, s'attarde, s'arrête, s'approche encore plus près d'un visage animé d'enthousiasme, de mains usées par l'exploitation d'autrefois ; puis elle repart, inlassable, tel un regard chaleureux, attentif, voulant tout découvrir, tout comprendre de cette société où se créent jour après

jour de nouveaux rapports sociaux. C'est vraiment la caméra-œil, celle qui veut entrer dans la richesse même du réel, au cœur des contradictions constamment nouées et dénouées pour retransmettre aux spectateurs un vécu intense de vérité.

LE RÔLE DE L'ENQUÊTE

Pour réaliser un produit culturel aussi pleinement matérialiste, les cinéastes ont pris leur temps, parcourant la Chine pendant près de deux ans, visitant des dizaines d'usines, de magasins, s'arrêtant longuement dans les villages, se liant, dans la vie quotidienne, à la population, menant donc une enquête approfondie. Ainsi, pour réa-



A la pharmacie n° 3 de Shanghai, un vieux travailleur demande des conseils pour ses yeux...

liser le film «La pharmacie», ils sont restés huit semaines sur place à parler, à filmer, à vivre avec les employés et les clients.

Ils n'ont pas non plus recherché le lieu exemplaire. Ainsi pour le choix d'une usine, comme le dit Marceline Loridan : « Nous ne voulions justement pas d'une usine pilote : nous voulions seulement une usine banale ». Il ne s'agissait pas de réaliser un album d'images triomphalistes sur la Chine, mais de « saisir la réalité dans ce qu'elle a de plus intense, dans ce qu'elle a de plus quotidien ».

DE «BORINAGE» AU «PEUPLE ET SES FUSILS»

D'ailleurs Joris Ivens a

toujours pratiqué cette approche vigilante du réel, que ce soit pour saisir la réalité de la mine dans «Borinage» ou de la guerre populaire en Espagne, puis en Chine. Puis, avec Marceline Loridan, n'est-il pas allé aux premières lignes de combat, vivant la vie des vietnamiens en lutte pour réaliser «Le 17<sup>e</sup> parallèle», ou celle des Laotiens pour «le peuple et ses fusils» ?

LES NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

Cette vigilance, cette présence au cœur des choses permet vraiment au spectateur occidental d'assister à la construction de la Chine nouvelle, à la mise en place, dure et tenace, de nouveaux rapports sociaux. Par exemple, dans «La pharmacie», nous voyons s'élaborer sous nos yeux tout un nouveau mode de vie sociale : plus de hiérarchie du côté du personnel, pas de pharmacien diplômé dominant de son savoir livresque des préparateurs ou vendeurs sans initiative. A la pharmacie n° 3 de Shanghai, savoir égal pour tous, responsabilité collective : une réunion hebdomadaire des 24 employés décide des achats, discute des comportements avec le public, avec la constante préoccupation de «qui servir» ?

De même, complète transformation des rapports avec les clients. Avant la Révolution Culturelle, il s'agissait avant tout de vendre, et parfois les produits les plus chers. Maintenant, après de longues et rudes discussions, la priorité absolue est de servir le malade : on l'écoute avec patience, on le conseille, on le soigne aussi, puis qu'une pièce de la pharmacie a été transformée en une sorte de dispensaire pour les soins courants (pansements, acupuncture...). On va le trouver sur son lieu de travail : une fois par semaine, une équipe de pharmaciens part à la campagne pour donner des soins, vendre des médicaments. Et aussi pour travailler avec les paysans afin de nouer avec eux des liens plus étroits et de les mieux comprendre.

Dans le même but de «servir le peuple», a été créé un comité de contrôle ouvriers-paysans-gens du quartier. Et chaque semaine se tient une réunion, très amicale (on y

LA PHARMACIE  
(1 H 15 mn)

«Nous avons d'abord pensé tourner dans un grand magasin. Mais nous avons craint le danger de l'éparpillement. Et puis il nous semblait que ce serait plus intéressant si nous choisissions un lieu où les gens sont plus concernés par eux-mêmes, ce qui n'est pas le cas dans une boutique ordinaire. Et nous avons pensé que là où les gens parlent le plus d'eux-mêmes, se livrent le plus, c'est dans une pharmacie.»

fume, on y boit du thé) pour tirer un bilan critique et constructif des rapports employés-usagers.

De même, dans «Une femme, une famille», nous assistons à des discussions, à des querelles parfois, qui montrent bien le continuel devenir d'un monde socialiste, dans son incessante confrontation de l'ancien et du nouveau.

NOUONS DES LIENS NOUVEAUX AVEC LES ARTISTES

Pour jouer notre rôle de spectateur actif, comme ne cesse de nous y engager ce genre de film, ne serait-il point juste que nous développions un débat avec les réalisateurs ?

Soyez donc nombreux à prendre votre plume pour nous envoyer vos réflexions ; organisez avec des travailleurs, des jeunes, des discussions après la projection de ces films (qui vont passer très prochainement en province). Et faites-nous parvenir le compte-rendu de ces débats. Nous créerons ainsi de nouveaux rapports, fraternels et critiques, avec des artistes militants comme le sont Joris Ivens et Marceline Loridan.

Paule Sacconet

(\*) DZIGA VERTOV, cinéaste soviétique qui, pour lutter contre l'industrie cinématographique allemande ou américaine lança le cinéma-vérité : rejetant studio, acteurs, intrigues, il partait de la réalité vécue par les masses soviétiques.

## "VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU"

de M. Forman

### UN FILM QUI COMMENCE BIEN ET QUI FINIT MAL

Cela commence comme une farce. Mac Murphy, qui simule la folie pour échapper à la prison est envoyé dans un asile psychiatrique tout à fait banal. Sa joie de vivre, son esprit de révolte en font vite la bête noire des infirmiers, et surtout de la tyrannique infirmière-chef dont le pouvoir sur ses malades repose sur deux piliers : la peur et l'humiliation. Alors, insensiblement, la comédie tourne au drame. Refusant de considérer ses compagnons comme des «fous», Mac Murphy parvient à leur redonner le goût de vivre, et, surtout, de lutter. Combatant pied à pied leur résignation (la plupart sont des internés consentants), il les entraîne à s'opposer de plus en plus ouvertement au personnel de l'établissement. C'est plus que l'infirmière-chef ne peut en supporter. A

l'issue d'une surprise-partie organisée par Mac Murphy dans l'asile, celui-ci subira une intervention chirurgicale qui en fera un véritable mort-vivant...

UNE CRITIQUE FÉROCE DE L'INSTITUTION PSYCHIATRIQUE

La force du film réside dans la critique approfondie de la psychiatrie qu'il présente. Utilisation massive des tranquillisants, traitement aux électro-chocs, tout cela est dénoncé clairement comme une méthode d'oppression des malades. Plus intéressante encore est l'analyse des méthodes «modernes» de thérapeutique «de groupe» : basées sur l'humiliation, elles sont conçues pour faire accepter aux malades leur situation, les inciter à la résignation. Car, au fond, qui

est fou ? Les séquences où Mac Murphy emmène ses compagnons à la pêche, les fait jouer au basket, montrent qu'il suffirait de peu de chose pour en faire des individus parfaitement normaux. C'est d'ailleurs un des premières critiques que l'on peut adresser au film. La solution de ce problème passe-t-elle uniquement par une meilleure «compréhension» des problèmes des malades de la part du personnel soignant ? N'est-ce pas plutôt la société, avec la tension nerveuse permanente qu'elle fait subir aux travailleurs, la misère qu'elle engendre, son incapacité à assurer l'équilibre affectif des individus, qui est responsable de la «folie» ?

UN PESSIMISME DÉMOBILISATEUR

Le deuxième point noir du film c'est son caractère pessimiste. Pour tous ces internés, aucun espoir ne subsiste, à la fin du film. Billy, jeune adulte abusivement attaché à sa mère, incapable de résister à l'humiliation que lui inflige l'infirmière, se suicide ; l'ami de Mac Murphy, un indien qui se fait passer pour un sourd-muet, afin d'avoir la paix, l'étouffe sous un oreiller, incapable de supporter de

5 OSCARS POUR UN COUCOU

Le film de Milos Forman, Vol au dessus d'un nid de coucou a reçu 5 «oscars», lundi à Hollywood, dont celui de la meilleure mise en scène, contre deux seulement aux «Dents de la mer». Les producteurs de ce dernier se consolent aisément : leur film est en train de battre les records de recettes, établis par le «Le Parrain», et «Autant en emporte le vent».

L'Oscar du meilleur film étranger a été accordé à un film soviétique : la détente se porte bien.

le voir passif et éteint, lui qui lui avait redonné le goût de la vie et de la révolte. Les autres retournent à la routine habituelle. Bref l'idée qui domine le film c'est que l'on ne peut s'opposer à ce genre d'institution. Le film italien «fous à délier» que nous présenterons demain, apporte un début de solution à ce problème.

J.P. BOULOGNE

#### MILOS FORMAN

L'auteur de «Vol au-dessus d'un nid de coucou» fait partie de la génération de réalisateurs tchèques dont les films ont précédé et annoncé le Printemps de Prague. Rendu célèbre par «Les amours d'une blonde», Forman traitait dans ses films les problèmes de la petite bourgeoisie tchèque (surtout les intellectuels) et critiquait, parfois assez durement, le régime révisionniste de Novotny. Exilé aux USA depuis 1968, il y a déjà réalisé plusieurs films, notamment «Taking-off» et «Au feu les pompiers».

# LA VIE DU JOURNAL

## Rebelles MENSUEL DE L'UCJR est sous presse (N° 2)

### AU SOMMAIRE, ENTRE AUTRES :

- Préparation des Assemblées de la Jeunesse Ouvrière et Populaire
- Les luttes de la jeunesse des usines, des apprentis. Nombreux témoignages
- Préparation de la 1ère réunion nationale des apprentis révolutionnaires
- Jeunes chômeurs dans le Nord - Reportage
- 10 questions sur les syndicats
- Intox anti-jeunes et répression : nous ne nous laisserons plus faire
- Ecoles : Haby ça suffit  
L'école en Albanie
- Qu'est-ce que l'UCJR
- International : Chili
- Musique : Interview de Servat, Malicorne  
Musique Populaire
- Sport : interview de Dogliani, Cyril Guimart
- Débat sur la famille : 1ère partie, «Des promesses à la réalité»
- 1966 : La Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine
- 1er mai 76 à Paris : Fête de «Rebelles».

40 PAGES ; 3 F 50 - EN COULEUR  
PASSEZ VOS COMMANDES

Le journal de l'UCJR, entièrement rédigé par les jeunes communistes est disponible auprès de :  
Herment, 57 rue Ordener, 75 018 Paris  
Abonnements : 6 mois (6 numéros) : 16 F.  
1 ans (12 numéros + hors série) : 30 F

## COMMUNIQUÉ

### OPÉRATION «COUP DE POING» SUR LES LIBERTÉS : LES CINQ PROJETS DE LOI PÉNALE APPROUVÉS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT LE 25 MARS 1976

Le conseil d'Etat vient d'approuver cinq projets de loi pénale concernant les vérifications d'identité et les visites de véhicule, l'association de malfaiteurs, le port d'armes, les permissions de sortir et les réductions de peine.

L'intoxication sur la prétendue montée de la criminalité a été efficace : pendant deux ans le ministre de l'intérieur a pu conduire des opérations de contrôle de la population sans même qu'une loi le lui permette. Cette intoxication était telle que la législation en place a pu être violée à grand renfort de publicité. (...).

Cette législation des dites «opérations coup de poing» est grave. (...). Désormais, toute une population pourra être contrôlée, interpellée, fouillée, fichée, en dehors de toute infraction. Pour se donner les moyens d'application d'une telle décision, le projet de loi prévoit que détiendront ce pouvoir d'interpellation non seulement les officiers de police judiciaire (auxquels la loi réserve la décision de la garde à vue) mais tous les agents de police administrative.

La réforme des mesures de libération conditionnelle et des permissions de sortir inquiète elle aussi. Elle démontre une volonté du pouvoir d'effectuer une main-mise sur les conditions d'exécution de la détention, qui pouvaient lui échapper depuis l'institution du juge de l'application des peines.

Décidément, il apparaît qu'il n'y a qu'un seul libéralisme, que le pouvoir veuille faire avancer : ce sont les libertés qu'il prend avec la loi.  
Mouvement d'Action Judiciaire



Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 22575 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

### A PROPOS DE L'ENQUÊTE

## «CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS»

### - Agriculture biologique, ventes directes...

Dans notre ville à Angers, nous étions plusieurs à avoir remis en question :

- la mauvaise qualité des aliments
- la qualité de notre nutrition (manière de s'alimenter)
- l'exploitation capitaliste du paysan et de la terre...

Un changement de qualité et de quantité nous paraît meilleur pour notre santé. Les productions biologiques nous paraissent davantage respecter l'homme et la terre. Mais dans la situation actuelle du marché

capitaliste, ces produits «biologiques» sont chers, en vente dans des magasins spécialisés donc réservés à une couche sociale aisée, alors qu'ils sont produits souvent par de petits paysans.

C'est pourquoi nous avons décidé de nous regrouper pour former une sorte de «coopérative» court-circuitant les réseaux de distribution biologique traditionnels - nous achetons directement aux producteurs. Pour que cela fonctionne sans être une charge administrative trop lourde,

chacun d'entre nous prend un produit en charge, de la commande à la distribution. Et c'est ainsi qu'au rythme d'une réunion par mois afin de se connaître, d'échanger des recettes, nous ne mettons plus les pieds dans les supermarchés ou autres magasins.

Nous privilégions les producteurs locaux et participons aussi à certains travaux, demandant de la main-d'œuvre (ex. : étiquetage des bouteilles chez un producteur ne pouvant pas s'offrir le luxe d'acheter la machine adéquate ; la plantation d'un champ de choux).



Dans 1 kg de pommes golden ordinaires : 0,019 mg de pesticide, pour 1 kg biologique : 0,029 mg...

Cette expérience peut prouver que d'autres organisations du marché de la consommation sont possibles, que les seules alternatives au marché capitaliste ne sont pas les coopératives bidon (magasins COOP...) ni des organisations de consommateurs comme «50 millions de consommateurs», voix du gouvernement, ni le ministère de la qualité de la vie. Les consommateurs peuvent s'organiser eux-mêmes. Il est certain que devant la fuite des bénéfices causées par des organisations de consommateurs, le pouvoir mercantile, de la bourgeoisie réagirait. Le pouvoir doit être entre les mains des consommateurs, paysans et ouvriers !

Un lecteur d'Angers

Ta lettre dénonce de façon juste un certain nombre d'aspects du rôle néfaste du capitalisme dans la dégradation de l'alimentation des masses. La généralisation des produits biologiques pose plusieurs questions.

1) La productivité de l'Agriculture Biologique serait-elle suffisante pour nourrir l'ensemble du peuple ? Le moins que l'on puisse dire est que tout le monde n'est pas d'accord.

2) La qualité des produits biologiques est-elle telle que l'on veut bien la décrire ? Un certain nombre d'abus ont été dénoncés, des pesticides retrouvés dans des produits biologiques.

3) Proposer la généralisation des circuits directs, comme solution définitive comporte 2 aspects :

- Il est évident que dans la France socialiste, les circuits seront simplifiés au maximum et les intermédiaires réduits au strict nécessaire
- Qu'aujourd'hui encore, un certain nombre de travailleurs des villes commandent du vin, de la viande, etc... directement au producteur, ce qui constitue bien la preuve de la résistance des masses face à la dégradation de l'alimentation par le capitalisme.

Pour autant, peut-on parler de solutions locales autrement qu'en termes de lutte, autrement que liées

à la question du renversement de la classe qui par sa dictature, par les profits qu'elle prélève impose, du paysan à l'ouvrier, une alimentation (même si elle est biologique) qui est chère, de mauvaise qualité, voire toxique ?

C'est bien le pouvoir des ouvriers et des paysans qui représente de ce point de vue aussi la seule solution, la seule garantie.

Ce sont toutes sortes d'actions engagées par les travailleurs consommateurs (contre la hausse des prix, les additifs, boycott d'achat) qu'il faut mener aujourd'hui.

Pierre PUJOL

## - Le scandale des cantines scolaires...

Les prix des cantines sont fixés par l'Etat qui donne les tarifs à appliquer en fonction de «l'échelon» où est classé l'établissement. Plus l'échelon d'un établissement est élevé, plus les tarifs sont élevés. L'échelon est proposé par le Conseil d'administration et approuvé par le Rectorat. La majorité des bahuts est du 12<sup>e</sup> au 14<sup>e</sup> échelon, soit environ 660F par trimestre pour un interne et 260F par trimestre pour un demi-pensionnaire.

Les pensions sont exigibles en début de trimestre, et servent à faire fonctionner l'établissement durant le trimestre. D'après la loi, au bout de 10 jours, si ce n'est toujours pas payé, 1<sup>er</sup> rappel, puis 2<sup>e</sup> rappel, puis 3<sup>e</sup>, et si ce n'est toujours pas payé, c'est l'huissier.

Sur les 660F pour un interne et les 260F pour un demi-pensionnaire environ 15% sont affectés pour payer le personnel internat (fonctionnaires dont le traitement est à la charge de l'établissement, donc des parents. Ce sont des agents dont l'Etat a réussi à faire passer la paye sur le dos des élèves). Puis, sur ce qui reste, 70% pour

un interne, 90% pour un demi-pensionnaire sont réellement affectés à la bouffe. Le reste va au fonctionnement (chauffage, électricité, etc...). Autre scandale !

De plus, dans une circulaire récente, le ministère rabaisse la part de la nourriture à respectivement 60% et 80% : nouvelle décharge de l'Etat sur le peuple. Ceci montre qu'un bahut avec beaucoup d'internes fonctionne

bien (éclairage, chauffage = crédits importants) mais mange mal. Au contraire, quand il y a beaucoup de demi-pensionnaires, il fonctionne mal mais mange mieux. Pour donner un ordre d'idée, un établissement au 12<sup>e</sup> échelon, avec 300 internes et 400 demi-pensionnaires, dispose d'à peu près 6F par jour par interne pour la nourriture !

Cette «misère» des cantines, de par la volonté délibérée de l'Etat capitaliste de se débarrasser de ses charges sur le peuple, entraîne des palliatifs discutables. Il suffit de voir les prix pour voir que 6F par jour sont insuffisants. On libère donc les élèves le vendredi soir (économie de 2 repas), on économise sur les absences (une absence de moins de 16 jours avec certificat médical n'est pas remboursée aux familles).

Correspondant

# BLOC-NOTES

## JURIDIQUE

## SAISIES ET EXPULSIONS (9)

### Les sociétés de recouvrement

Les sociétés de recouvrement peuvent encore utiliser toute une gamme de moyens de pression.

#### LES MENACES DE SAISIE

Certaines sociétés de recouvrement n'hésitent pas à menacer de saisies conservatoires sur les meubles, ou de saisie-arrêt sur le salaire. Il convient de ne pas se laisser impressionner. Une telle saisie ne peut avoir lieu que si elle est autorisée par un jugement. Tant qu'il n'y a pas eu de jugement, aucun huissier ne se risquerait à la pratiquer, car sa responsabilité pourrait être mise en cause. Les menaces de saisies sont donc de l'intimidation pure et simple et n'ont aucune valeur juridique.

#### LE COMMANDEMENT DE PAYER

Le commandement de payer vous est, lui, signifié par un huissier. C'est signe que votre créancier a décidé de mettre en route contre vous une procédure de saisie. Il convient d'agir comme nous l'avons indiqué pour les saisies. Il s'agit là d'un acte tout à fait légal, et la société de recouvrement n'a rien à y voir, seul l'huissier peut le faire.

#### L'INJONCTION DE PAYER

C'est aussi un document tout-à-fait légal. C'est votre créancier qui l'a obtenu du juge. Il vous est signifié sur papier à entête du greffe du tribunal. Vous avez un mois pour payer ou pour contester (former contredit). Si vous contestez, il y aura un procès. Si au bout d'un mois vous n'avez ni payé ni contesté, l'injonction devient

exécutoire, c'est-à-dire que votre créancier n'aura pas besoin d'un nouveau jugement pour procéder à la saisie et pourra passer au commandement.

#### LES PRESSIONS EN TOUT GENRE

Les moyens de pression les plus variés sont utilisés, en dehors de toute légalité. Voici le texte d'une lettre «officieuse» d'un commissaire de police de Choisy-le-Roi à un locataire :

«Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille m'a avisé de son intention d'entreprendre à votre rencontre une procédure d'expulsion pour défaut de paiement de loyers si, dans les jours à venir, vous ne réglez pas votre dette locative se montant actuellement à 1 293,98 francs.

Je ne saurais trop vous engager à prendre rapidement contact avec cette société pour régulariser votre situation, ce qui vous épargnerait un procès dont les frais se montant à 1 200 F, resteraient à votre charge. J'ajoute que l'expulsion une fois ordonnée par le juge, vous contraindrait en principe à déménager dans les 2 ou 3 mois.

Monsieur le Préfet du Val de Marne m'a prescrit, dans votre intérêt, de vous adresser cette mise en garde afin d'éviter, autant que faire se peut, des opérations nécessitant le recours à la contrainte et accroissant les frais des intéressés.

Dans un mois, je me renseignerai auprès du Foyer du Fonctionnaire afin de savoir si mon intervention a été suivie d'effets et j'en rendrai compte à Monsieur le Préfet du Val de Marne.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Et c'est signé : le Commissaire principal. Un ami qui vous veut du bien en somme ! Rappelons que le FFF est une société de HLM qui a réussi l'exploit d'augmenter ses loyers de 30 % de décembre 1974 à janvier 1976. Une entreprise «sociale» en quelque sorte.

Mais tous les moyens sont bons pour la bourgeoisie. Si la pression des flics (qui n'ont aucune autorité légale pour le faire) ne réussit pas, il y a la délation directe auprès du patron. Nous reproduisons une telle lettre. Elle a été publiée, comme celle du commissaire de police, par le Syndicat de la Magistrature lors de son dernier congrès. On peut remarquer la dureté des clauses de crédit qui fait souvent que si une mensualité est en retard, la totalité de la somme devient exigible.

Il faut dénoncer énergique-

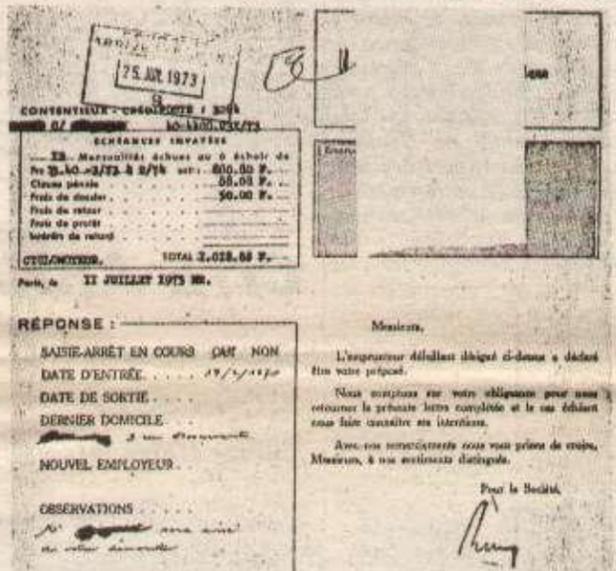
ment toutes ces pressions illégales.

#### A LA LIMITE DE L'ILLEGALITE

Nous l'avons plusieurs fois montré : la plupart des démarches et des moyens de pression des agences de recouvrement sont à la limite de la légalité. Mais la plupart du temps, elles s'arrangent pour que ce ne soit pas condamnable.

Face à de telles démarches, il convient quand c'est possible (et en définitive c'est rare) de porter plainte. Sinon, il faut répondre fermement à ces agences que l'on refuse d'avoir le moindre rapport avec elles, que l'on ne traitera qu'avec le créancier véritable, que l'on ne paiera pas leurs frais de recouvrement. On peut aussi signaler qu'à la moindre pression illégale on portera plainte. Ça doit suffire à les calmer.

Yves BEAUMONT



Lettre d'un organisme de crédit à l'employeur du débiteur.

# TÉLÉVISION

«Le Créa» mercredi soir sur TF 1

## TROIS SIÈCLES DE RETARD

Un riche financier obsédé par ses soucis d'argent avait bien du mal à dormir. Au matin, le sommeil le gagnait enfin. Mais son voisin le savetier commençait alors son travail, en chantant à tue-tête. Exaspéré par ces chants importuns, le financier donne un jour tout son argent au savetier. Dès lors, la vie du savetier devient intenable : obsédé à son tour par la possession de tout cet argent, il en perd le goût de chanter. Pour retrouver sa joie de vivre, il rend l'argent au financier, et redevient un artisan pauvre mais heureux.

C'est cette histoire édifiante, contée par La Fontaine dans la fable «Le Savetier et le Financier» que le film TV «Le Créa» transposait à notre époque. Félix, modeste pêcheur prend un esturgeon (le «créa») qu'il vend 60.000F à un maraieur. Cette petite fortune lui «monte à la tête» : il parade dans sa 2 CV neuve, achète une machine à laver, une TV couleur, une belle moto pour son fils. Mais les ennuis s'abattent sur lui : ses amis prennent leurs distances, il perd le goût de la chasse, les appareils ménagers se détraquent, tout le monde lui demande de l'argent ; pour finir, son fils est amputé d'une jambe après un accident de moto. Compréhensif enfin ces «signes du destin», Félix jette son «électro-ménagerie» à la décharge, revient à sa vie simple d'autrefois et retrouve ses amis. Un autre esturgeon se prend dans ses filets, mais cette fois, il le laisse s'échapper volontairement.

Pseudo-critique de la «société de consommation», le film propose une vision idyllique de la vie des pêcheurs-paysans, «pauvres mais heureux», à l'écart de la lutte des classes. Rejoignant la fable de La Fontaine, c'est une vision qui a trois siècles de retard !

#### VENDREDI 2 AVRIL

TF 1	21 h 30 - Apostrophes : la violence dans l'histoire.
19 h 20 - Actualités région.	22 h 35 - Journal.
19 h 40 - Une minute pour les femmes.	22 h 50 - Soirée Jean Vigo
19 h 45 - Alors raconte.	Zéro de conduite
20 h 00 - Journal.	A propos de Nice.
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Pour avoir Adrienne de L. Verneuil.	23 h 55 - Journal
22 h 15 - Presto.	FR 3
23 h 15 - Journal.	19 h 05 - Programmes rég.
A 2	19 h 20 - Actualités région.
19 h 20 - Actualités région.	19 h 40 - Tribune libre.
19 h 45 - Y'a un truc.	19 h 55 - Flash journal.
20 h 00 - Journal.	20 h 00 - Les jeux de 20 h.
20 h 30 - Comme du bon pain, feuilleton.	20 h 30 - Vendredi (service public : la part du feu).
	21 h 30 - Les grandes batailles du passé.
	22 h 20 - Journal.

# feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK  
d'Edgar SNOW

#### RÉSUMÉ :

Tsiang Kai-chek refuse de mener la lutte contre l'agression japonaise. Au contraire, il prépare une sixième campagne contre l'Armée Rouge. Le Jeune Maréchal Tchang Hsue-Liang décide alors d'arrêter le Généralissime et son Etat-Major.

59<sup>e</sup> épisode  
**LE GÉNÉRALISSIME EST ARRÊTÉ**

#### L'ATTAQUE DE L'HOTEL

Surpris dans leur sommeil, les Chemises bleues (1) avaient été désarmés et arrêtés ; l'Etat-Major général avait été cerné quasiment tout entier dans ses quartiers de la Maison d'accueil de Sian et mis en prison ; le gouverneur Chao Li-tze et le chef de la police étaient également prisonniers ; la police de la ville s'était rendue aux mutins ; et cinquante bombardiers de Nankin avaient été saisis à l'aérodrome avec leurs pilotes.

Mais l'arrestation du généralissime fut une affaire plus sanglante. Tsiang Kai-chek habitait à dix milles de la ville, à Lin-t'ong, une station thermale renommée, que l'on avait fait évacuer par tous ses autres résidents. C'est vers Lin-t'ong qu'à minuit se dirigea Soen Ming-kieou, un capitaine de vingt-six ans qui commandait les gardes du corps du Jeune Maréchal. Il s'arrêta à mi-chemin pour prendre deux cents hommes du Tong-pei, et à trois heures du matin les camions atteignirent les abords de Lin-t'ong. On attendit jusqu'à cinq heures. Alors, le premier camion, portant une

quinzaine d'hommes, fonça sur l'hôtel, fut interpellé par les sentinelles et ouvrit le feu.

#### TSIANG S'ÉCHAPPE

Des renforts arrivèrent sans délai, et le capitaine Soen conduisit l'assaut sur la résidence du généralissime. Pris complètement à l'improviste, les gardes du corps ne purent opposer qu'une brève résistance - assez longue, toutefois, pour permettre au généralissime abasourdi de s'échapper. Lorsque le capitaine Soen arriva à sa chambre à coucher, il avait déjà fui. Soen mena un détachement dans une chasse à l'homme derrière les thermes sur la colline rocheuse couverte de neige. Bientôt, ils trouvèrent le domestique personnel du généralissime et peu après surprirent celui-ci en personne. Vêtu seulement d'une robe de chambre jetée sur sa chemise de nuit, les pieds et les mains nus en sang à la suite de son ascension précipitée des rochers, grelottant de froid et dépourvu de son râtelier, il était accroupi dans une cavité auprès d'un grand rocher.

#### L'ARRESTATION

«Soen Ming-kieou le salua, et les premiers mots du généralissime furent : «Si vous êtes mon camarade, tirez, et que tout soit fini». A quoi Soen répondit : «Nous ne tirerons pas. Nous vous demandons seulement de mener notre pays contre le Japon». Tsiang restait assis sur un rocher et dit avec difficulté : «Faites venir le maréchal Tchang ici et je descendrai».

«Le Maréchal n'est pas ici. Les troupes sont soulevées dans la ville ; nous venons vous protéger».

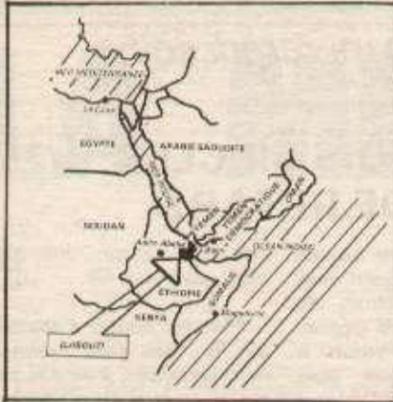
Ces mots parurent grandement soulager le généralissime, et il demanda qu'on lui amène un cheval pour descendre la montagne. «Il n'y a pas de chevaux ici, dit Soen, mais je vous descendrai de la montagne sur mon dos». Et il s'agenouilla aux pieds de Tsiang. Après un instant d'hésitation, Tsiang accepta et grimpa péniblement sur le large dos du jeune officier. De la sorte ils descendirent la pente, solennellement escortés par la troupe, jusqu'à l'arrivée d'un domestique apportant les chaussures de Tsiang. Le petit groupe monta en voiture au pied de la colline et partit pour Sian. «Le passé est le passé, dit Soen au généralissime. Dorénavant, la Chine doit avoir une nouvelle politique. Qu'allez-vous faire ?... La seule tâche urgente est de combattre le Japon. C'est la revendication particulière des hommes du Nord-est. Pourquoi donnez-vous l'ordre de combattre l'Armée rouge au lieu de résister au Japon ?» «Je suis le guide du peuple chinois, cria Tsiang. Je représente la nation. Je pense que ma politique est bonne (2)».

(1) Gendarmerie spéciale chargée par Tsiang Kai-chek de pourchasser les communistes et tous autres opposants de gauche.

(2) D'une interview de Soen Ming-kieou par James Bertram, qui était mon correspondant à Sian pour le Daily Herald. (Note d'E. Snow).

# DJIBOUTI : De notre envoyé spécial J.P. GAY UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE

## (5) «Accès à la civilisation» ou destruction barbare d'une société ? DEPUIS UN SIECLE ...



«Dans la Côte Française des Somalis, par la voie de subventions budgétaires, par celle du Fonds de Développement Economique et Social, par la présence d'ingénieurs, de médecins, de professeurs, de techniciens, la France fait accéder à la civilisation moderne des hommes qui, sans cela, végéteraient dans de bien difficiles conditions». De Gaulle, le 28 octobre 1967.

Ce que les colonialistes ont appelé «accès à la civilisation moderne» n'est finalement que la destruction brutale de toute une société nomade, au mépris des intérêts vitaux de la population.

Il y a un siècle, la population du territoire que le pouvoir colonial a baptisé «Territoire français des Afars et des Issas», était nomade dans son immense majorité. Et l'absence de frontières rigides dans cette région de l'est africain, lui permettait alors de palier par la transhumance, aux variations climatiques.

### DES DIVISIONS TOTALEMENT ARBITRAIRES

Cela va changer dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le colonialisme mettant en cause la survie même des nomades. C'est d'abord le découpage totalement arbitraire de la région entre les 3 puissances : France, Angleterre, Italie ; le tracé des frontières qu'elles imposent, s'il est avantageux pour l'empereur d'Ethiopie, se fait contre les intérêts des populations locales. Aucun compte n'est tenu du libre mouvement indispensable des nomades, des zones de nomadisation des tribus. Des populations sont brutalement et artificiellement divisées, des tribus entières voient leurs zones de pâturage et de transhumance partagées entre Etats différents. Dans la partie qui revient à la France : Djibouti, les «groupements nomades autonomes» groupes armés, formés par la France, vont contrôler les mouvements de nomades pour leur imposer le respect des accords entre pays impérialistes, et fixer des limites rigides inconnues jusqu'alors entre nomades afars et somalis. Les barrages d'aujourd'hui sont le prolongement de cette politique qui conduit à la liquidation brutale d'une société, parce que les entraves à la transhumance entraînent la mort des troupeaux.

### Somalis

Le chemin de fer a été construit sur des terres parcourues surtout par les nomades somalis. De ce fait, ils sont les premiers confrontés massivement à l'administration coloniale. Et ils vont affluer à Djibouti où pendant très longtemps le colonialisme prétendra les privilégier.

### LE TRAVAIL FORCÉ

La construction du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti va accélérer ce bouleversement de la société nomade. Avec le chemin de fer franco-ethiopien, la France entend conquérir le marché de l'Ethiopie qui, de son côté, recherchait de longue date un débouché sur la mer Rouge. Pour construire le chemin de fer, l'administration coloniale, avec ses troupes, recrute des nomades pour les faire travailler de force, dès les dernières

années du 19<sup>e</sup> siècle. Sur le chantier, les nomades connaîtront des conditions très dures, le travail jour et nuit sans congé même en cas de maladie, le salaire se réduit souvent à la distribution de quelques dattes. Tout cela n'ira pas sans révolte, le peuple attaquant les chantiers du chemin de fer à plusieurs reprises et affrontant les troupes de l'infanterie de marine acheminées en renfort, tandis que l'armée française construisait des fortins le long de la voie ferrée.

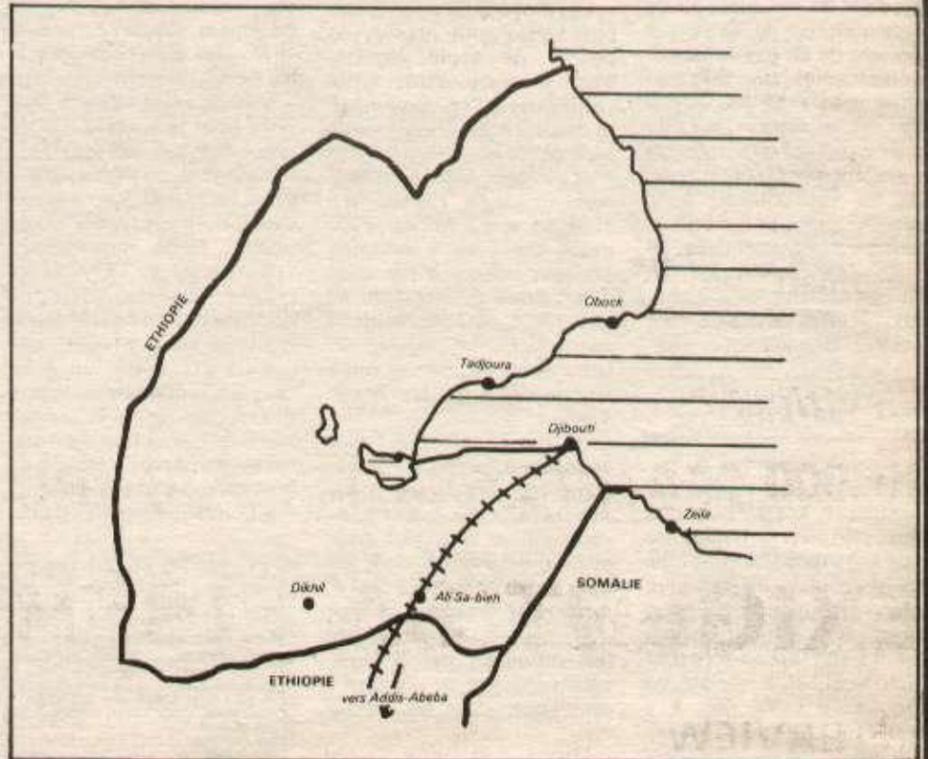
### Afars

1958 : après le référendum où plusieurs leaders somalis, qui avaient été eux-mêmes des responsables dans l'administration mise en place par la France, appellent à voter Non et réclament l'indépendance, le pouvoir colonial change de ton. Il proclame son appui aux Afars, son «intérêt» pour eux, et il va essayer de faire croire qu'il les privilégie désormais contre les Somalis. Cette politique est renforcée au lendemain des manifestations de 66 et du référendum de 67 : c'est l'époque où Ali Aref réclame pour la «Côte française des Somalis» une nouvelle appellation : le «territoire français des Afars» (TFA), c'est l'époque où les 3000 dockers, presque tous somalis, sont brutalement licenciés et remplacés par de nouveaux dockers, pour la plupart de nationalité afar. Le pouvoir colonial, en incitant les nomades afars à venir travailler au port, tout en leur promettant monts et merveilles, encourage leur exode vers Djibouti. «Avant 67, les nomades afars n'avaient pas de liens avec Djibouti, pas de contacts directs avec l'administration coloniale. Les nomades somaliens eux, en avaient, parce que des membres de leurs familles s'étaient installés à Djibouti. Jusqu'en 67, les nomades afars réglèrent leurs problèmes à l'intérieur du pays, ils avaient leur sultanat, leur justice et toutes leurs coutumes. Tout ceci, maintenant, est devenu formel». Un jeune Afar, responsable LPA des quartiers 1 et 2, à Djibouti.

Le travail forcé sur le chantier du chemin de fer qui ne sera achevé qu'en 1915, cause des dommages graves à la production nomade : les jeunes, les hommes les plus solides physiquement n'étant souvent plus là pour assurer la transhumance, les bêtes des troupeaux meurent par milliers dès qu'une région est touchée par la sécheresse. Les troupeaux qui survivent vont paître aux alentours des campements, les quelques racines végétales qui restent, entraînant ainsi la progression du désert.

### UN EXODE MASSIF

La conséquence, c'est l'exode massif vers la ville de Djibouti, créée de toutes pièces par le colonialisme français, à partir des années 1880, non pour donner un nouveau cadre de vie aux nomades mais, seulement pour administrer un point de refuge et de ravitaillement des navires français reliant Suez à Saïgon, et partant pour la guerre contre la Chine. Les caravaniers qui faisaient le commerce entre l'intérieur et la mer, concurrencés par le chemin de fer, perdent leur source de revenus et gagnent aussi la ville de Djibouti. Là, c'est le chômage pour l'immense majorité : une situation qui ne cessera pas jusqu'à ce jour, la construction du port et de quelques immeubles n'apportant qu'une réponse dérisoire au problème de l'emploi. L'enrôlement des jeunes dans la police et dans l'armée où un sergent peut toucher 6 fois plus qu'un employé des postes par exemple, contribue au bouleversement de la société nomade.



### CITÉ ARHIBA :

«Si on part en brousse, la carte de docker nous est reprise...  
A la cité aussi, la lutte a commencé»

Que pensent les dockers afars de «l'accès à la civilisation moderne» dont parlait De Gaulle en 67. Ces dockers vivent à la cité Arhiba, construite justement à la suite des affrontements de 66-67 avec le régime colonial : officiellement, cette cité, achevée en 70, était faite pour les dockers de nationalité afar. Dans la cité Arhiba, qui est située juste en face du quartier 7, à majorité somali, des dockers nous expliquent :

«La première chose qu'on nous a dit lors de notre installation ici, c'est : vous êtes en face d'un ennemi, c'est le quartier 7, ce sont des Issas, (c'est-à-dire des Somalis), méfiez-vous dès que vous entendez du bruit». Mais le degré d'exploitation et de répression a aidé les dockers afars à voir peu à peu qui est leur ennemi. «Pour avoir la carte de docker, le bureau de la main-d'œuvre se renseigne sur notre tribu, sur notre passé : si on a été repéré comme opposant on n'est pas pris. C'est tout une question de faveur, il faut plaire au régime pour obtenir la carte mais, ça ne suffit pas. On dépend encore des caporaux qui répartissent le travail, souvent d'anciens militaires choisis pour leur fidélité au pouvoir colonial et qui accordent du travail encore par faveur, selon la tendance politique.

Actuellement, un docker travaille 5 jours par mois, il ne gagne même pas la moitié du SMIG. Le docker qui revendique se verra refuser même un seul jour de travail dans le mois». Les dockers qui font grève sont sous la menace d'être expulsés du territoire. On est arrivé à un stade où le docker estime que travailler est devenu une faveur, bien qu'il faille porter 120 kgs sur le dos.

Avec le salaire, pas question de payer le loyer. Beaucoup, parmi nous, dorment à la belle étoile ou se sont construits des cabanes en bois attenantes aux maisons de la cité Arhiba. Le docker qui a 2 chambres en loue une, on vit 10 à 15 dans une pièce».

On impose au docker des conditions d'existence qui le coupent de son milieu d'origine : le milieu nomade, et qui l'empêchent d'aider sa famille à la transhumance des troupeaux.

«On ne peut jamais faire venir la famille dans ces conditions. On ne voit la femme qu'en brousse, un mois par an. Si on part 3 mois, la carte de docker nous est reprise. Certains qui étaient partis quelques temps en brousse parce qu'on ne leur donnait pas de travail au port, se sont vus retirer leur carte de docker, à leur retour».

La cité Arhiba, c'est près de 16000 personnes pour 800 logements, l'entassement est énorme. Beaucoup de fonctionnaires, de valets du gouvernement ont occupé des habitations en principe destinées aux dockers qui finalement ne peuvent payer le loyer. Sur le plan sanitaire, la situation est déplorable. Il n'y a pas d'écoulement car il n'y a pas de travaux de voirie.

Au dispensaire qui existe depuis 6 ans, il n'y a pas de climatiseur pour la pharmacie, alors qu'il fait 40°, les stocks de médicaments fournis chaque trimestre par l'hôpital Peltier sont épuisés. Et le dispensaire a la consigne de refuser les malades des quartiers 6 et 7.

«Dans cette cité, il n'y avait pas de rafles, pour nous donner le sentiment d'être des privilégiés. Mais, depuis le passage de Stirn en 75, la répression a commencé quand le pouvoir colonial a vu que nous aussi on soutenait la jeunesse en lutte. 4 bébés sont morts dans le quartier à cause des grenades lacrymogènes des gendarmes mobiles. Il y a beaucoup de rafles, comme le 11 février au soir, qui était journée de manifestations pour l'indépendance».

(à suivre)